

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 189

26 janvier 2016

SOMMAIRE

Agora Invest REM 2 SICAV SIF	9056	La Française LUX	9026
Allegro Beau Mont S.à r.l.	9069	Next Gate Capital S.A.	9045
Allegro Beau Mont S.à r.l.	9069	Next Gate Fund	9056
Allegro Group S.à r.l.	9069	Swisscanto (LU)	9056
Allegro S.à r.l.	9069	Swisscanto (Lu) Equity Fund	9056
Bel Air	9027	Swisscanto (LU) Management Company S.A.	9044
Bel Air Hotel Holdings S.à r.l.	9072	Swisscanto (Lu) Portfolio Fund	9056
BKCP Fund	9026	Swisscanto (LU) SmartCore	9044
Centre de Compétences Génie Technique du Bâtiment	9070	TouchWind Hanseatic 2 S.à r.l.	9071
Cornerstone Core Fund Davidson S.à r.l.	9027	TouchWind Hanseatic 3 S.à r.l.	9071
Cornerstone Core Fund Davidson S.à r.l.	9039	Vine Lux S.à r.l.	9070
European Direct Property Fund	9043	Vivalto International S.à r.l.	9068
International Financial Data Services (Luxem- bourg) S.A.	9072	Wolf Development S.à r.l.	9070
KB Private S.A. SPF	9072	Wolf Eschborn S.à r.l.	9070
Keythong International Limited S.A.	9072	Wolf Mannheim S.à r.l.	9071
		Wolf Retail I S.à r.l.	9071

La Française LUX, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 66.785.

Due to a lack of quorum, the extraordinary general meeting of the Company held on 30 November 2015 was not able to validly decide on the items of the agenda. Thus you are hereby convened to attend the second

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders (the "Meeting") to be held on *29 February 2016* at 2.30 p.m. (CET) in the premises of BNP Paribas Securities Services Luxembourg, 60 avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, to deliberate and vote on the following agenda:

Agenda:

1. Transfer of the registered office of the Company, as from the first January 2016 (or such later date as the Board of Directors in case the removal of the domiciliary agent of the Company would delay), from 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange to 60, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg;
Subsequent amendment of Article 2 first paragraph of the articles of association with effect from the effective date of transfer of the registered office; granting the Board of Directors the power to complete all the formalities required for recording or, where applicable, changing the date of the effective date of transfer of the registered office of the Company in case the removal of the domiciliary agent of the Company would delay;
Subsequent amendment of Article 2 second paragraph of the articles of association; granting the Board of Directors to transfer the registered office of the Company within the same municipality.
2. Amendment of Article 25 second paragraph referring to the Annual General meeting. The second paragraph shall be reworded as follows:
"The Annual General Meeting will be held in the municipality of the registered office of the Company or at a place stated in the invitation, (...)"

The Articles of Incorporation are available upon request at the registered office of the Company.

The Meeting may validly deliberate without any quorum, and resolutions will be passed with the consent of two-thirds of the votes cast.

Shareholders may vote in person or by proxy. Shareholders are queried to inform the Directors of the Company of their intention to attend physically five working days prior to the Meeting. Shareholders who are not able to attend personally are kindly requested to execute a proxy form available at the registered office of the Company, 33 rue de Gasperich, L-5826 Hesperange.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2016054781/755/34.

BKCP Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 180.561.

Le 10 décembre 2015, une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société s'est tenue au siège social de la Société. Le quorum requis conformément à l'article 67-1(2) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle qu'amendée, n'a pas été atteint et par conséquent il n'y a pas eu de résolutions adoptées.

Le conseil d'administration de la Société (le " Conseil d'Administration ") a le plaisir de vous inviter à la seconde

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

des actionnaires (" l'Assemblée ") de la Société qui aura lieu le *29 février 2016* à 16h dans les locaux de BNP Paribas Securities Services Luxembourg, 60 avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Transfert du siège social de la Société, avec effet au premier janvier 2016 (ou toute autre date ultérieure fixée par le conseil d'administration au cas où le déménagement de l'agent domiciliaire de la Société prendrait du retard), du 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange au 60, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg;
Modification subséquente de l'article n°2 premier alinéa des Statuts avec effet à la date effective du transfert du siège social; octroi au conseil d'administration du pouvoir d'accomplir toutes les formalités nécessaires à la constatation ou, le cas échéant, la modification de la date de prise d'effet du transfert du siège social de la Société au cas où le déménagement de l'agent domiciliaire de la société prendrait du retard ;
Modification subséquente de l'article 2 deuxième alinéa des Statuts ; octroi au conseil d'administration de pouvoir transférer le siège social de la Société au sein de la même commune.

2. Modification du deuxième paragraphe de l'article n° 25 se référant à l'Assemblée Générale annuelle. Le deuxième paragraphe sera reformulé comme suit :

"L'Assemblée Générale annuelle se réunit dans la commune du siège social de la Société ou à l'endroit indiqué dans la convocation, (...) "

Les résolutions, soumises à l'Assemblée, ne nécessitent pas de quorum mais pour être valables, elles devront réunir les deux-tiers au moins des voix exprimées.

Une procuration valable, reçue pour la première assemblée générale extraordinaire, tenue le 10 décembre 2015, restera valable pour l'Assemblée.

Les actionnaires qui souhaitent assister en personne à l'Assemblée, doivent en informer le Conseil d'Administration, par écrit, cinq jours avant la réunion de leur intention de le faire.

Pour le Conseil d'administration

Référence de publication: 2016054782/755/34.

Bel Air, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 133.172.

Etant donné que le quorum de présence requis n'a pas été atteint lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société tenue en date du 25 janvier 2016, une deuxième

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

des actionnaires de la Société sera tenue au siège social de la Société à 11 heures le 26 février 2016 (ci-après " l'Assemblée ") afin de considérer et voter les résolutions suivantes:

Ordre du jour:

1. Modification de l'article 11, I, (b) des statuts de la Société (ci-après les " Statuts ") afin de clarifier que les contrats à terme et les options négociés sur des bourses sont évalués sur base du dernier cours connu du Jour d'Evaluation (tel que défini dans les Statuts) concerné sur les bourses où la Société est intervenue pour passer les contrats en question et afin de clarifier que, dans le cas où un contrat à terme n'a pas pu être liquidé sur le dernier cours de clôture du Jour d'Evaluation (tel que défini dans les Statuts) concerné, les critères de détermination de la valeur de liquidation d'un tel contrat à terme seront fixés par le conseil d'administration de la Société avec prudence et bonne foi.
2. Modification de l'article 11, I, (c) des Statuts afin de clarifier que les valeurs mobilières négociées ou cotées sur une bourse de valeurs ou un marché organisé sont évalués sur base du dernier cours connu du Jour d'Evaluation (tel que défini dans les Statuts) concerné sur la bourse ou le marché qui constitue normalement le marché principal pour les valeurs mobilières en question.

Les résolutions doivent être prises par une majorité des deux tiers des actions votant.

Afin de voter à l'Assemblée:

- les détenteurs d'actions nominatives pourront être présents en personne ou être représentés par un représentant dûment nommé;

- les actionnaires qui ne peuvent prendre part à l'Assemblée en personne sont invités à envoyer une procuration dûment remplie et signée à CACEIS Bank Luxembourg (Attn : M. Julien Boudin, CACEIS Bank Luxembourg, 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg - Fax : (+352) 47 67 34 07 - email : julien.boudin@caceis.com) de façon à ce que la procuration y arrive au plus tard le 25 février 2016. Des procurations seront envoyées aux actionnaires nominatifs avec cette convocation et peuvent également être obtenues auprès de l'adresse sus-mentionnée.

Siège social de la Société :

5, Allée Scheffer

L-2520 Luxembourg

Luxembourg

Référence de publication: 2016054783/755/35.

Cornerstone Core Fund Davidson S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 201.419.

STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the second day of November.

Before Maître Martine Schaeffer, notary, residing in Luxembourg, acting in replacement of her colleague Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains, momentarily absent, who will remain the depositary of the present deed.

There appeared the following:

Cornerstone Core Fund GP S.à r.l., société à responsabilité limitée incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg following a deed of the notary Maître Marc Loesch, residing in Mondorf-les-Bains, on 29 October 2015, and in the course of being registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies, having a share capital of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500) and with registered office at 19, rue Eugène Ruppert, L - 2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, acting as the general partner and on behalf of Cornerstone Core Fund TopCo S.C.A., a société en commandite par actions incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and in the course of being registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies, having a share capital of thirty-one thousand euros (EUR 31,000) and with registered office at 6, rue Eugène Ruppert, L - 2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

represented by Mr Frank Stolz-Page, notary clerk, residing professionally in Mondorf-les-Bains,
by virtue of a proxy under private seal given on 2 November 2015,

such proxy, signed by the proxyholder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The following articles of incorporation of a company have then been drawn-up:

Chapter I. Form, Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Form, Name. There is hereby established a société à responsabilité limitée (the “Company”) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the “Laws”) and by the present articles of incorporation (the “Articles of Incorporation”).

The Company may be composed of one single shareholder, owner of all the shares, or several shareholders, but not exceeding forty (40) shareholders.

The Company will exist under the name of “Cornerstone Core Fund Davidson S.à r.l.”.

Art. 2. Registered Office. The Company will have its registered office in the municipality of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the municipality by a resolution of the Manager(s).

Branches or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg by resolution of the Manager(s). No branches or other offices may be established abroad.

In the event that, in the view of the Manager(s), extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the Company may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the Laws. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the Manager(s).

Art. 3. Object. The object of the Company is the acquisition, holding and disposal of interests in Luxembourg and/or foreign companies and undertakings, as well as the administration, development and management of such interests.

The Company may provide loans and financing in any other kind or form or grant guarantees or security in any other kind or form, in favour of the companies and undertakings forming part of the group of which the Company is a member.

The Company may also invest in real estate, in intellectual property rights or any other movable or immovable assets in any kind or form.

The Company may borrow in any kind or form and privately issue bonds, notes or any other debt instruments as well as warrants or other share subscription rights.

In a general fashion, the Company may carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

It may be dissolved at any time by a resolution of the shareholder(s), voting with the quorum and majority rules set by the Laws or by the Articles of Incorporation, as the case may be pursuant to article 29 of the Articles of Incorporation.

Chapter II. Capital, Shares

Art. 5. Issued Capital. The issued capital of the Company is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) divided into twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each, all of which are fully paid up.

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by the Articles of Incorporation or by the Laws.

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment

of any shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 6. Shares. Each share entitles to one vote.

Each share is indivisible as far as the Company is concerned.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common representative, whether appointed amongst them or not.

When the Company is composed of a single shareholder, the single shareholder may freely transfer its shares.

When the Company is composed of several shareholders, the shares may be transferred freely amongst shareholders but the shares may be transferred to non-shareholders only with the authorisation of shareholders representing at least three quarters (3/4) of the capital.

The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a private contract. Any such transfer is not binding upon the Company or upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, pursuant to article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

The Company may acquire its own shares with a view to their immediate cancellation.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of Incorporation and of the resolutions validly adopted by the shareholder(s).

Art. 7. Increase and Reduction of Capital. The issued capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the shareholder(s) adopted in compliance with the quorum and majority rules set by the Articles of Incorporation or, as the case may be, by the Laws for any amendment of the Articles of Incorporation.

Art. 8. Incapacity, Death, Suspension of civil rights, Bankruptcy or Insolvency of a Shareholder. The incapacity, death, suspension of civil rights, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting the shareholder(s) does not put the Company into liquidation.

Chapter III. Managers, Auditors

Art. 9. Managers. The Company shall be managed by one or several managers who need not be shareholders themselves (the “Manager(s)”).

If two (2) Managers are appointed, they shall jointly manage the Company.

If more than two (2) Managers are appointed, they shall form a board of managers (the “Board of Managers”).

The Managers will be appointed by the shareholder(s), who will determine their number and the duration of their mandate. The Managers are eligible for re-appointment and may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s).

The shareholder(s) may decide to qualify the appointed Managers as class A Managers (the “Class A Managers”) or class B Managers (the “Class B Managers”).

The shareholder(s) shall neither participate in nor interfere with the management of the Company.

Art. 10. Powers of the Managers. The Managers are vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object.

All powers not expressly reserved by the Articles of Incorporation or by the Laws to the general meeting of shareholder(s) or to the auditor(s) shall be within the competence of the Managers.

Art. 11. Delegation of Powers - Representation of the Company. The Manager(s) may delegate special powers or proxies, or entrust determined permanent or temporary functions to persons or committees chosen by them.

The Company will be bound towards third parties by the individual signature of the sole Manager or by the joint signatures of any two Manager(s) if more than one Manager has been appointed.

However, if the shareholder(s) have qualified the Managers as Class A Managers or Class B Managers, the Company will only be bound towards third parties by the joint signatures of one Class A Manager and one Class B Manager.

The Company will further be bound towards third parties by the joint signatures or sole signature of any person to whom special power has been delegated by the Manager(s), but only within the limits of such special power.

Art. 12. Meetings of the Board of Managers. In case a Board of Managers is formed, the following rules shall apply:

The Board of Managers may appoint from among its members a chairman (the “Chairman”). It may also appoint a secretary, who need not be a Manager himself and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers (the “Secretary”).

The Board of Managers will meet upon call by the Chairman. A meeting of the Board of Managers must be convened if any two (2) of its members so require.

The Chairman will preside over all meetings of the Board of Managers, except that in his absence the Board of Managers may appoint another member of the Board of Managers as chairman pro tempore by majority vote of the Managers present or represented at such meeting.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least three (3) calendar days' written notice of meetings of the Board of Managers shall be given in writing and transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text. Any such notice shall specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted. The notice may be waived by properly documented consent of each member of the Board of Managers. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a time schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

The meetings of the Board of Managers shall be held in the Grand Duchy of Luxembourg.

Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another Manager as his proxy. Any Manager may represent one or several members of the Board of Managers.

A quorum of the Board of Managers shall be the presence or representation of at least half (1/2) of the Managers holding office, provided that in the event that the Managers have been qualified as Class A Managers or Class B Managers, such quorum shall only be met if at least one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager are present or represented.

Decisions will be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at such meeting.

One or more Managers may participate in a meeting by conference call, videoconference or any other similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting.

A written decision, signed by all the Managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers which was duly convened and held. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Managers.

Art. 13. Resolutions of the Managers. The resolutions of the Manager(s) shall be recorded in writing.

The minutes of any meeting of the Board of Managers will be signed by the Chairman of the meeting and by the secretary (if any). Any proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts of written resolutions or minutes, to be produced in judicial proceedings or otherwise, may be signed by the sole Manager or by any two (2) Managers acting jointly if more than one Manager has been appointed.

Art. 14. Management Fees and Expenses. Subject to approval by the shareholder(s), the Manager(s) may receive a management fee in respect of the carrying out of their management of the Company and may, in addition, be reimbursed for all other expenses whatsoever incurred by the Manager(s) in relation to such management of the Company or the pursuit of the Company's corporate object.

Art. 15. Conflicts of Interest. If any of the Managers of the Company has or may have any personal interest in any transaction of the Company, such Manager shall disclose such personal interest to the other Manager(s) and shall not consider or vote on any such transaction.

In case of a sole Manager it suffices that the transactions between the Company and its Manager, who has such an opposing interest, be recorded in writing.

The foregoing paragraphs of this Article do not apply if (i) the relevant transaction is entered into under fair market conditions and (ii) falls within the ordinary course of business of the Company.

No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the mere fact that any one or more of the Managers or any officer of the Company has a personal interest in, or is a manager, associate, member, shareholder, officer or employee of such other company or firm. Any person related as described above to any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering, voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Art. 16. Managers' Liability - Indemnification. No Manager commits himself, by reason of his functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Company.

Manager(s) are only liable for the performance of their duties.

The Company shall indemnify any Manager, officer or employee of the Company and, if applicable, their successors, heirs, executors and administrators, against damages and expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been Manager(s), officer or employee of the Company, or, at the request of the Company, any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified is not guilty of gross negligence or misconduct. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which the persons to be indemnified pursuant to the Articles of Incorporation may be entitled.

Art. 17. Auditors. Except where according to the Laws, the Company's annual statutory and/or consolidated accounts must be audited by an approved statutory auditor, the business of the Company and its financial situation, including in

particular its books and accounts, may, and shall in the cases provided by law, be reviewed by one or more statutory auditors who need not be shareholders themselves.

The statutory or approved statutory auditors, if any, will be appointed by the shareholder(s), which will determine the number of such auditors and the duration of their mandate. They are eligible for re-appointment. They may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s), save in such cases where the approved statutory auditor may, as a matter of the Laws, only be removed for serious cause or by mutual agreement.

Chapter IV. Shareholders

Art. 18. Powers of the Shareholders. The shareholder(s) shall have such powers as are vested in them pursuant to the Articles of Incorporation and the Laws. The single shareholder carries out the powers bestowed on the general meeting of shareholders.

Any properly constituted general meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

Art. 19. Annual General Meeting. The annual general meeting of shareholders, of which one must be held where the Company has more than twenty-five (25) shareholders, will be held on the last day of May at 4.00 p.m. at the Company's registered office.

If such day is a day on which banks are not generally open for business in Luxembourg, the meeting will be held on the next following business day.

Art. 20. Other General Meetings. If the Company is composed of several shareholders, but no more than twenty-five (25) shareholders, resolutions of the shareholders may be passed in writing. Written resolutions may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several shareholders. Should such written resolutions be sent by the Manager(s) to the shareholders for adoption, the shareholders are under the obligation to, within a time period of fifteen (15) calendar days from the dispatch of the text of the proposed resolutions, cast their written vote by returning it to the Company through any means of communication allowing for the transmission of a written text. The quorum and majority requirements applicable to the adoption of resolutions by the general meeting of shareholders shall *mutatis mutandis* apply to the adoption of written resolutions.

General meetings of shareholders, including the annual general meeting of shareholders will be held at the registered office of the Company or at such other place in the Grand Duchy of Luxembourg, and may be held abroad if, in the judgement of the Manager(s), which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 21. Notice of General Meetings. Unless there is only one single shareholder, the shareholders may also meet in a general meeting of shareholders upon issuance of a convening notice in compliance with the Articles of Incorporation or the Laws, by the Manager(s), subsidiarily, by the statutory auditor(s) (if any) or, more subsidiarily, by shareholders representing more than half (1/2) of the capital.

The convening notice sent to the shareholders will specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted at the relevant general meeting of shareholders. The agenda for a general meeting of shareholders shall also, where appropriate, describe any proposed changes to the Articles of Incorporation and, if applicable, set out the text of those changes affecting the object or form of the Company.

If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Art. 22. Attendance - Representation. All shareholders are entitled to attend and speak at any general meeting of shareholders.

A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another person who need not be a shareholder himself, as a proxy holder.

Art. 23. Proceedings. Any general meeting of shareholders shall be presided over by the Chairman or by a person designated by the Manager(s) or, in the absence of such designation, by the general meeting of shareholders.

The Chairman of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary.

The general meeting of shareholders shall elect one (1) scrutineer to be chosen from the persons attending the general meeting of shareholders.

The Chairman, the secretary and the scrutineer so appointed together form the board of the general meeting.

Art. 24. Vote. At any general meeting of shareholders other than a general meeting convened for the purpose of amending the Articles of Incorporation of the Company or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Incorporation, resolutions shall be adopted by shareholders representing more than half (1/2) of the capital. If such majority is not reached at the first meeting (or consultation in writing), the shareholders shall be convened (or consulted) a second time and resolutions shall be adopted, irrespective of the number of shares represented, by a simple majority of votes cast.

At any general meeting of shareholders, convened in accordance with the Articles of Incorporation or the Laws, for the purpose of amending the Articles of Incorporation of the Company or voting on resolutions whose adoption is subject to

the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Incorporation, the majority requirements shall be a majority of shareholders in number representing at least three quarters (3/4) of the capital.

Art. 25. Minutes. The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the shareholders present and may be signed by any shareholders or proxies of shareholders, who so request.

The resolutions adopted by the single shareholder shall be documented in writing and signed by the single shareholder.

Copies or extracts of the written resolutions adopted by the shareholder(s) as well as of the minutes of the general meeting of shareholders to be produced in judicial proceedings or otherwise may be signed by the sole Manager or by any two (2) Managers acting jointly if more than one Manager has been appointed.

Chapter V. Financial year, Financial statements, Distribution of profits

Art. 26. Financial Year. The Company's financial year begins on the first day of January and ends on the last day of December of each year.

Art. 27. Adoption of Financial Statements. At the end of each financial year, the accounts are closed and the Manager (s) draw up an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account, in accordance with the Laws.

The annual statutory and/or consolidated accounts are submitted to the shareholder(s) for approval.

Each shareholder or its representative may peruse these financial documents at the registered office of the Company. If the Company is composed of more than twenty-five (25) shareholders, such right may only be exercised within a time period of fifteen (15) calendar days preceding the date set for the annual general meeting of shareholders.

Art. 28. Distribution of Profits. From the annual net profits of the Company, at least five per cent (5%) shall each year be allocated to the reserve required by law (the "Legal Reserve"). That allocation to the Legal Reserve will cease to be required as soon and as long as the Legal Reserve amounts to ten per cent (10%) of the issued capital of the Company.

After allocation to the Legal Reserve, the shareholder(s) shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, by carrying it forward to the next following financial year or by distributing it, together with carried forward profits, distributable reserves or share premium to the shareholder(s), each share entitling to the same proportion in such distributions.

Subject to the conditions (if any) fixed by the Laws and in compliance with the foregoing provisions, the Manager(s) may pay out an advance payment on dividends to the shareholders. The Manager(s) fix the amount and the date of payment of any such advance payment.

Chapter VI. Dissolution, Liquidation

Art. 29. Dissolution, Liquidation. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholder(s) adopted by half of the shareholders holding three quarters (3/4) of the capital.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by the Manager(s) or such other persons (who may be physical persons or legal entities) appointed by the shareholder(s), who will determine their powers and their compensation.

After payment of all the debts of and charges against the Company, including the expenses of liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholder(s) so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set out for dividend distributions.

Chapter VII. Applicable Law

Art. 30. Applicable Law. All matters not governed by the Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Laws, in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Subscription and Payment

The Articles of Incorporation of the Company having thus been recorded by the notary, the Company's shares have been subscribed and the nominal value of these shares, as well as a share premium, as the case may be, has been one hundred per cent (100%) paid in cash as follows:

Shareholder	subscribed capital	number of shares	amount paid-in
Cornerstone Core Fund TopCo S.C.A.	EUR 12,500	12,500	EUR 12,500
Total:	EUR 12,500	12,500	EUR 12,500

The amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) was thus as from that moment at the disposal of the Company, evidence thereof having been submitted to the undersigned notary who states that the conditions provided for in article 183 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

Expenses

The amount of the costs, expenses, fees and charges, of any kind whatsoever, which are due from the Company or charged to it as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand two hundred euro (EUR 1,200.-).

Transitory Provision

The first financial year of the Company will begin on the date of formation of the Company and will end on the 31 December of 2016.

*Resolutions of the sole shareholder
First Resolution*

The general meeting of shareholders resolved to establish the registered office at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Second Resolution

The general meeting of shareholders resolved to set at three (3) the number of Manager(s) and further resolved to appoint the following for an unlimited duration:

- Mr James Salmon, born on 25 February 1969 in Tunbridge Wells, United Kingdom, with professional address at Southwest House, 11a Regent Street, SW1Y 4LR London, United Kingdom;
- Mr Thierry Logier, born on 11 May 1956 in Tananarive, Madagascar, with professional address at 65, rue Jean-François Boch, L-1244 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg;
- Mr Jonathan Lepage, born on 27 August 1975 in Namur, Belgium with professional address at Vertigo Naos Building, 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

Third Resolution

The general meeting of shareholders resolved to set at one (1) the number of statutory auditors and further resolved to appoint the following for a period ending at the annual general meeting of shareholders approving the annual accounts of the financial year ending on 31 December 2016:

KPMG Luxembourg, Société coopérative de droit luxembourgeois, with registered office at 39, avenue John. F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 149133.

Declaration

The undersigned notary who knows and speaks English, stated that on request of the proxyholder of the appearing party, the present deed has been worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the French texts, the English text will prevail.

Whereupon, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the undersigned notary by surname, first name, civil status and residence, such proxyholder signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le deux novembre.

Par-devant Nous, Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de son confrère empêché, Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, lequel dernier nommé restera dépositaire de la présente minute.

A comparu:

Cornerstone Core Fund GP S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit du Grand-Duché du Luxembourg, constituée en date du 29 octobre 2015 par Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains et en cours d'immatriculation auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, ayant un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12,500) ayant son siège social au 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, agissant en tant qu'associé commandité de Cornerstone Core Fund TopCo S.C.A., une société en commandite par actions régie par le droit du Grand-Duché du Luxembourg et en cours d'enregistrement auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, ayant un capital social de thirty-one thousand euros (EUR 31,000) ayant son siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg.

représentée par Monsieur Frank Stolz-Page, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Mondorf-les-Bains, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée en date du 2 novembre 2015,

laquelle procuration, signée par le mandataire et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement.

Les statuts qui suivent ont ainsi été rédigés:

Chapitre I^{er}. Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Forme, Dénomination. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée (la «Société») régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, (les «Lois»), et par les présents statuts (les «Statuts»).

La Société peut comporter un associé unique, propriétaire de la totalité des parts sociales ou plusieurs associés, dans la limite de quarante (40) associés.

La Société adopte la dénomination «Cornerstone Core Fund Davidson S.à r.l.».

Art. 2. Siège Social. Le siège social de la Société est établi dans la commune de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré à tout autre endroit de la commune par une décision des Gérants.

Des succursales ou d'autres bureaux peuvent être établis au Grand-Duché de Luxembourg par décision des Gérants. Aucune succursale ou autres bureaux ne peuvent être établis à l'étranger.

Dans l'hypothèse où les Gérants estiment que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social sont de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements se sont produits ou sont imminents, la Société pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, demeurera régie par les Lois. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par les Gérants.

Art. 3. Objet. La Société a pour objet l'acquisition, la détention et la cession de participations dans toute société et entreprise luxembourgeoise et/ou étrangère, ainsi que l'administration, le développement et la gestion de ces participations.

La Société peut fournir des prêts et financements sous quelque forme que ce soit ou consentir des garanties ou sûretés sous quelque forme que ce soit, au profit de sociétés et d'entreprises faisant partie du groupe de sociétés dont la Société fait partie.

La Société peut également investir dans l'immobilier, les droits de propriété intellectuelle ou tout autre actif mobilier ou immobilier sous quelque forme que ce soit.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder à l'émission privée d'obligations, de billets à ordre ou tout autre instrument de dettes ainsi que des bons de souscription ou tout autre droit de souscription d'actions.

D'une façon générale, la Société peut effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière qu'elle estime utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute, à tout moment, par une résolution des associés, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par les Lois ou par les Statuts, selon le cas, conformément à l'article 29 des Statuts.

Chapitre II. Capital, Parts sociales

Art. 5. Capital Émis. Le capital émis de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12,500.-) divisé en douze mille cinq cents (12,500) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1.-) chacune, celles-ci étant entièrement libérées.

Les droits et obligations inhérents aux parts sociales sont identiques sauf stipulation contraire des Statuts ou des Lois.

En plus du capital émis, un compte prime d'émission peut être établi sur lequel seront transférées toutes les primes d'émission payées sur les parts sociales en plus de la valeur nominale. Le solde de ce compte prime d'émission peut être utilisé pour régler le prix des parts sociales que la Société a rachetées à ses associés, pour compenser toute perte nette réalisée, pour distribuer des dividendes aux associés ou pour affecter des fonds à la réserve légale.

Art. 6. Parts Sociales. Chaque part sociale donne droit à une voix.

Chaque part sociale est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un représentant commun désigné ou non parmi eux.

Lorsque la Société ne compte qu'un seul associé, celui-ci peut librement céder ses parts sociales.

Lorsque la Société compte plusieurs associés, les parts sociales sont librement cessibles entre eux et les parts sociales ne peuvent être cédées à des non-associés qu'avec l'autorisation des associés représentant au moins trois quart du capital social.

La cession de parts sociales doit être constatée par acte notarié ou par acte sous seing privé. Une telle cession n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après avoir été dûment notifiée à la Société ou acceptée par elle conformément à l'article 1690 du code civil luxembourgeois.

La Société peut acquérir ses propres parts sociales en vue de leur annulation immédiate.

La propriété d'une part sociale emporte de plein droit acceptation des Statuts de la Société et des décisions valablement adoptées par les associés.

Art. 7. Augmentation et Réduction du Capital. Le capital émis de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou plusieurs fois, par une résolution des associés adoptée aux conditions de quorum et de majorité requises par les Statuts ou, le cas échéant, par les Lois pour toute modification des Statuts.

Art. 8. Incapacité, Décès, Suspension des droits civils, Faillite ou Insolvabilité d'un Associé. L'incapacité, le décès, la suspension des droits civils, la faillite, l'insolvabilité ou tout autre événement similaire affectant un associé n'entraîne pas la mise en liquidation de la Société.

Chapitre III. Gérants, Commissaires

Art. 9. Gérants. La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants qui n'ont pas besoin d'être associés (les «Gérants»).

Si deux (2) Gérants sont nommés, ils géreront conjointement la Société.

Si plus de deux (2) Gérants sont nommés, ils formeront un conseil de gérance (le «Conseil de Gérance»).

Les Gérants seront nommés par les associés, qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat. Les Gérants peuvent être renommés et peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associés.

Les associés pourront qualifier les gérants nommés de Gérants de catégorie A (les «Gérants de Catégorie A») ou Gérants de catégorie B (les «Gérants de Catégorie B»).

Les associés ne participeront ni ne s'immisceront dans la gestion de la Société.

Art. 10. Pouvoirs des Gérants. Les Gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par les Statuts ou par les Lois aux associés relèvent de la compétence des Gérants.

Art. 11. Délégation de Pouvoirs - Représentation de la Société. Les Gérants peuvent déléguer des pouvoirs ou des mandats spéciaux, ou confier des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou des comités de leur choix.

La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle du Gérant unique ou par la signature conjointe de deux Gérants si plus d'un Gérant a été nommé.

Toutefois, si les associés ont qualifié les Gérants de Gérants de Catégorie A et Gérants de Catégorie B, la Société ne sera engagée vis-à-vis des tiers que par la signature conjointe d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B.

La Société sera également engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui ce pouvoir de signature aura été délégué par les Gérants, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 12. Réunions du Conseil de Gérance. Dans l'hypothèse où un Conseil de Gérance est formé, les règles suivantes s'appliqueront:

Le Conseil de Gérance peut nommer parmi ses membres un président (le «Président»). Il peut également nommer un secrétaire qui n'a pas besoin d'être lui-même Gérant et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux du Conseil de Gérance (le «Secrétaire»).

Le Conseil de Gérance se réunira sur convocation du Président. Une réunion du Conseil de Gérance doit être convoquée si deux (2) de ses membres le demandent.

Le Président présidera toutes les réunions du Conseil de Gérance, mais en son absence le Conseil de Gérance désignera un autre membre du Conseil de Gérance comme président pro tempore par un vote à la majorité des Gérants présents ou représentés à cette réunion.

Sauf en cas d'urgence ou avec l'accord préalable de tous ceux qui ont le droit d'y assister, une convocation écrite devra être transmise, trois (3) jours calendaires au moins avant la date prévue pour la réunion du Conseil de Gérance, par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. La convocation indiquera la date, l'heure et le lieu de la réunion ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter. Il pourra être renoncé à cette convocation par un accord correctement consigné de chaque membre du Conseil de Gérance. Aucune convocation spéciale ne sera requise pour les réunions se tenant à des dates et des lieux déterminés préalablement par une résolution adoptée par le Conseil de Gérance.

Les réunions du Conseil de Gérance se tiendront au Grand-Duché de Luxembourg.

Tout Gérant peut se faire représenter aux réunions du Conseil de Gérance en désignant par un écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un autre Gérant comme son mandataire. Tout Gérant peut représenter un ou plusieurs membres du Conseil de Gérance.

Le Conseil de Gérance ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié (1/2) des Gérants en fonction est présente ou représentée, sous réserve que dans l'hypothèse où des Gérants de Catégorie A ou des Gérants de Catégorie B ont été désignés, ce quorum ne sera atteint que si au moins un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B sont présents ou représentés.

Les décisions seront prises à la majorité des voix des Gérants présents ou représentés à cette réunion.

Un ou plusieurs Gérants peuvent prendre part à une réunion par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément les unes avec les autres. Une telle participation sera considérée équivalente à une présence physique à la réunion.

Une décision écrite, signée par tous les Gérants, est régulière et valable de la même manière que si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être consignée dans un seul ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu et signé par un ou plusieurs Gérants.

Art. 13. Résolutions des Gérants. Les résolutions des Gérants doivent être consignées par écrit.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance seront signés par le Président de la réunion et par le Secrétaire (s'il y en a). Les procurations y resteront annexées.

Les copies ou les extraits des résolutions écrites ou les procès-verbaux, destinés à être produits en justice ou ailleurs, pourront être signés par le Gérant unique ou par deux Gérants agissant conjointement si plus d'un Gérant a été nommé.

Art. 14. Rémunération et Dépenses. Sous réserve de l'approbation des associés, les Gérants peuvent recevoir une rémunération pour leur gestion de la Société et peuvent, de plus, être remboursés de toutes les dépenses qu'ils auront exposées en relation avec la gestion de la Société ou la poursuite de l'objet social de la Société.

Art. 15. Conflits d'Intérêt. Si un ou plusieurs Gérants a ou pourrait avoir un intérêt personnel dans une transaction de la Société, ce Gérant devra en aviser les autres Gérants et il ne pourra ni prendre part aux délibérations ni émettre un vote sur une telle transaction.

Dans l'hypothèse d'un Gérant unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son Gérant ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

Les dispositions des alinéas qui précèdent ne sont pas applicables lorsque (i) l'opération en question est conclue à des conditions normales et (ii) si elle tombe dans le cadre des opérations courantes de la Société.

Aucun contrat ni autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou entreprises ne sera affecté ou invalidé par le simple fait qu'un ou plusieurs Gérants ou tout fondé de pouvoir de la Société y a un intérêt personnel, ou est gérant, collaborateur, membre, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entreprise. Toute personne liée de la manière décrite ci-dessus, à une société ou entreprise, avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne devra pas en raison de cette affiliation à cette société ou entreprise, être automatiquement empêchée de délibérer, de voter ou d'agir autrement sur une opération relative à de tels contrats ou transactions.

Art. 16. Responsabilité des Gérants-Indemnisation. Les Gérants n'engagent pas leur responsabilité personnelle lorsque, dans l'exercice de leurs fonctions, ils prennent des engagements pour le compte de la Société.

Les Gérants sont uniquement responsables de l'accomplissement de leurs devoirs.

La Société indemnifiera tout Gérant, fondé de pouvoir ou employé de la Société et, le cas échéant, leurs successeurs, leurs héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de biens pour tous dommages qu'ils ont à payer et tous frais raisonnables qu'ils auront encourus par suite de leur comparution en tant que défendeurs dans des actions en justice, des procès ou des poursuites judiciaires qui leur auront été intentés de par leurs fonctions actuelles ou anciennes de Gérant(s), de fondé de pouvoir ou d'employé de la Société, ou à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est actionnaire ou créancier et dans laquelle ils n'ont pas droit à indemnisation, exception faite des cas où leur responsabilité est engagée pour négligence grave ou mauvaise gestion. En cas d'arrangement transactionnel, l'indemnisation ne portera que sur les questions couvertes par l'arrangement transactionnel et dans ce cas seulement si la Société reçoit confirmation par son conseiller juridique que la personne à indemniser n'est pas coupable de négligence grave ou mauvaise gestion. Ce droit à indemnisation n'est pas exclusif d'autres droits auxquels les personnes susnommées pourraient prétendre en vertu des Statuts.

Art. 17. Commissaires. Sauf lorsque, conformément aux Lois, les comptes annuels et/ou les comptes consolidés de la Société doivent être vérifiés par un réviseur d'entreprises agréé, les affaires de la Société et sa situation financière, en particulier ses documents comptables, peuvent et devront, dans les cas prévus par la loi, être contrôlés par un ou plusieurs commissaires qui n'ont pas besoin d'être eux-mêmes associés.

Le(s) commissaire(s) ou réviseur(s) d'entreprises agréé(s) seront, le cas échéant, nommés par les associés qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat. Leur mandat peut être renouvelé. Ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associés sauf dans les cas où le réviseur d'entreprises agréé peut seulement, par dispositions des Lois, être révoqué pour motifs graves ou d'un commun accord.

Chapitre IV. Des associés

Art. 18. Pouvoirs des Associés. Les associés exercent les pouvoirs qui leur sont dévolus par les Statuts et les Lois. Si la Société ne compte qu'un seul associé, celui-ci exerce les pouvoirs conférés par les Lois à l'assemblée générale des associés.

Toute assemblée générale des associés régulièrement constituée représente l'ensemble des associés.

Art. 19. Assemblée Générale Annuelle des Associés. L'assemblée générale annuelle des associés, qui doit se tenir au cas où la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, aura lieu le dernier jour de mai à 16h00 au siège social de la Société.

Si ce jour n'est pas généralement un jour bancaire ouvrable à Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 20. Autres Assemblées Générales. Si la Société compte plusieurs associés, dans la limite de vingt-cinq (25) associés, les résolutions des associés peuvent être prises par écrit. Les résolutions écrites peuvent être constatées dans un seul ou plusieurs documents ayant le même contenu, signés par un ou plusieurs associés. Dès lors que les résolutions à adopter ont été envoyées par les Gérants aux associés pour approbation, les associés sont tenus, dans un dans un délai de quinze (15) jours calendaires suivant la réception du texte de la résolution proposée, d'exprimer leur vote par écrit en le retournant à la

Société par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. Les exigences de quorum et de majorité imposées pour l'adoption de résolutions par l'assemblée générale s'applique mutatis mutandis à l'adoption de résolution écrites.

Les assemblées générales des associés, y compris l'assemblée générale annuelle des associés, se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg, et pourra se tenir à l'étranger, chaque fois que des circonstances de force majeure, appréciées souverainement par les Gérants, le requièrent.

Art. 21. Convocation des Assemblées Générales. A moins qu'il n'y ait qu'un associé unique, les associés peuvent aussi se réunir en assemblées générales, conformément aux conditions fixées par les Statuts ou les Lois, sur convocation des Gérants, subsidiairement, du commissaire (s'il y en existe), ou plus subsidiairement, des associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social émis.

La convocation envoyée aux associés indiquera la date, l'heure et le lieu de l'assemblée générale ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter lors de l'assemblée générale des associés. L'ordre du jour d'une assemblée générale d'associés doit également, si nécessaire, indiquer toutes les modifications proposées des Statuts et, le cas échéant, le texte des modifications relatives à l'objet social ou à la forme de la Société.

Si tous les associés sont présents ou représentés à une assemblée générale des associés et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Art. 22. Présence - Représentation. Tous les associés sont en droit de participer et de prendre la parole à toute assemblée générale des associés.

Un associé peut désigner par écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un mandataire qui n'a pas besoin d'être lui-même associé.

Art. 23. Procédure. Toute assemblée générale des associés est présidée par le Président ou par une personne désignée par les Gérants, ou, faute d'une telle désignation par les Gérants, par une personne désignée par l'assemblée générale des associés.

Le Président de l'assemblée générale des associés désigne un secrétaire.

L'assemblée générale des associés élit un (1) scrutateur parmi les personnes participant à l'assemblée générale des associés.

Le Président, le secrétaire et le scrutateur ainsi désignés forment ensemble le bureau de l'assemblée générale.

Art. 24. Vote. Lors de toute assemblée générale des associés autre qu'une assemblée générale convoquée en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, les résolutions seront adoptées par les associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte sur première convocation (ou consultation par écrit), les associés seront de nouveau convoqués (ou consultés) et les résolutions seront adoptées à la majorité simple, indépendamment du nombre de parts sociales représentées.

Lors de toute assemblée générale des associés, convoquée conformément aux Statuts ou aux Lois, en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, la majorité exigée sera d'au moins la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital.

Art. 25. Procès-Verbaux. Les procès-verbaux des assemblées générales doivent être signés par les associés présents et peuvent être signés par tous les associés ou mandataires d'associés qui en font la demande.

Les résolutions adoptées par l'associé unique seront établies par écrit et signées par l'associé unique.

Les copies ou extraits des résolutions écrites adoptées par les associés, ainsi que les procès-verbaux des assemblées générales à produire en justice ou ailleurs sont signés par le Gérant unique ou par deux Gérants au moins agissant conjointement dès lors que plus d'un Gérant aura été nommé.

Chapitre V. Exercice social, Comptes annuels, Distribution des bénéfices

Art. 26. Exercice Social. L'exercice social de la Société commence le 1^{er} janvier et s'achève le dernier jour de décembre de chaque année.

Art. 27. Approbation des Comptes Annuels. A la clôture de chaque exercice social, les comptes sont arrêtés et les Gérants dressent l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif ainsi que le compte de résultat conformément aux Lois.

Les comptes annuels et/ou les comptes consolidés sont soumis aux associés pour approbation.

Tout associé ou son mandataire peut prendre connaissance des documents comptables au siège social de la Société. Si la Société compte plus de vingt-cinq (25) associés, ce droit ne pourra être exercé que dans les quinze (15) jours calendaires qui précèdent l'assemblée générale annuelle des associés.

Art. 28. Distribution des Bénéfices. Sur les bénéfices nets de la Société, il sera prélevé au moins cinq pour cent (5 %) qui seront affectés, chaque année, à la réserve légale (la «Réserve Légale»), conformément à la loi. Cette affectation à la

Réserve Légale cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la Réserve Légale atteindra dix pour cent (10%) du capital émis de la Société.

Après affectation à la Réserve Légale, les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Ils peuvent décider de verser la totalité ou une partie du solde à un compte de réserve ou de provision, en le reportant à nouveau ou en le distribuant avec les bénéfices reportés, les réserves distribuables ou les primes d'émission, aux associés, chaque part sociale donnant droit à une même proportion dans ces distributions.

Sous réserve des conditions (s'il y en a) fixées par les Lois et conformément aux dispositions qui précèdent, les Gérants peuvent procéder au versement d'un acompte sur dividendes aux associés. Les Gérants détermineront le montant ainsi que la date de paiement de tels acomptes.

Chapitre VI. Dissolution, Liquidation

Art. 29. Dissolution, Liquidation. La Société peut être dissoute par une décision prise par la moitié des associés possédant les trois quarts (3/4) du capital social.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera réalisée par les Gérants ou toute autre personne (qui peut être une personne physique ou une personne morale) nommée par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société, et de tous les frais de liquidation, le boni net de liquidation sera réparti équitablement entre le(s) associé(s) de manière à atteindre le même résultat économique que celui fixé par les règles relatives à la distribution de dividendes.

Chapitre VII. Loi applicable

Art. 30. Loi Applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les Statuts seront réglées conformément aux Lois, en particulier à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Souscription et Paiement

Les Statuts de la Société ont donc été enregistrés par le notaire, les parts sociales de la Société ont été souscrites et la valeur nominale de ces parts sociales, de même que la prime d'émission, le cas échéant a été payée à cent pour cent (100%) en espèces ainsi qu'il suit:

Associé	Capital souscrit	Nombre de parts	Montant payé
Cornerstone Core Fund TopCo S.C.A.	EUR 12.500	12.500	EUR 12.500
Total:	EUR 12.500	12.500	EUR 12.500

Le montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) est donc à ce moment à la disposition de la Société, preuve en a été faite au notaire soussigné qui constate que les conditions prévues par l'article 183 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été observées.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de sa constitution sont estimés à environ mille deux cents euros (EUR 1.200.-).

Disposition transitoire

Le premier exercice social commencera à la date de constitution de la Société et s'achèvera le 31 décembre 2016.

Décisions de l'associé unique Première Résolution

L'assemblée générale des associés a décidé d'établir le siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg.

Deuxième Résolution

L'assemblée générale des associés a décidé de fixer à trois (3) le nombre de Gérants et a décidé de plus de nommer les personnes suivantes pour une période indéterminée:

- Monsieur James Salmon, né le 25 février 1969 à Tunbridge Wells, Royaume-Uni, ayant comme adresse professionnelle Southwest House, 11a Regent Street, SW1Y 4LR Londres, Royaume-Uni;

- Monsieur Thierry Logier, né le 11 mai 1956 à Tananarive, Madagascar ayant comme adresse professionnelle au 65, rue Jean-François Boch, L-1244 Luxembourg, Grand-Duché of Luxembourg; et

- Monsieur Jonathan Lepage, né le 27 août 1975 à Namur, Belgique, ayant comme adresse professionnelle Vertigo Naos Building, 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Troisième Résolution

L'assemblée générale des associés a décidé de fixer à un (1) le nombre de commissaires et a décidé de plus, de nommer pour une période prenant fin lors de l'assemblée générale annuelle des associés approuvant les comptes annuels de l'exercice social se terminant le 31 décembre 2016:

KPMG Luxembourg, Société coopérative de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 39, avenue John. F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés du Luxembourg sous le numéro B 149133.

Déclaration

Le notaire soussigné qui connaît et parle la langue anglaise, a déclaré par la présente qu'à la demande du mandataire de la partie comparant, le présent acte a été rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; à la demande du même mandataire et en cas de divergences entre les textes anglais et français, le texte anglais primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu(e) du notaire soussigné par nom, prénom usuel, état et demeure, ledit mandataire a signé avec le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: F. Stolz-Page, M. Schaeffer.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 6 novembre 2015. GAC/2015/9516. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme.

Mondorf-les-Bains, le 13 novembre 2015.

Référence de publication: 2015184513/625.

(150205859) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2015.

Cornerstone Core Fund Davidson S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 201.419.

In the year two thousand and fifteen, on fifth day of November,

Before us Maître Martine Schaeffer, notary, residing in Luxembourg, acting in replacement of her colleague Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains, momentarily absent, who will remain the depositary of the present deed

There appeared:

Cornerstone Core Fund GP S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and in the course of being registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies, having a share capital of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500) and with registered office at 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, acting as general partner and on behalf of Cornerstone Core Fund TopCo S.C.A., a société en commandite par actions incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and in the course of being registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies, having a share capital of thirty-one thousand euros (EUR 31,000) and with registered office at 6, rue Eugène Ruppert, L- 2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (the "Shareholder"),

Hereby represented by M. Paul Zaremba, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal on 5 November 2015.

The said proxy shall be annexed to the present deed for registration purpose.

The Shareholder has requested the undersigned notary to record that it is the sole shareholder of Cornerstone Core Fund Davidson S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), with registered office at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated following a deed of the undersigned notary Maître Martine Schaeffer, residing in Luxembourg, acting in replacement of her colleague Maître Marc Loesch, notary residing in Mondorf-les-Bains, of 2 November 2015, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, and in the process of being registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (the "Company"). The articles of incorporation of the Company have not yet been amended.

The Shareholder, represented as above mentioned, having recognised to be duly and fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1 To convert the currency of the subscribed capital of the Company from Euro to Pound Sterling by applying the exchange rate EUR 1 = GBP 0.71294 as of 4 November 2015.

2 Decrease of the share capital by an amount of seventy-five penny (0.75 GBP) so as to reduce it from its current amount of eight thousand nine hundred eleven pound sterling and seventy-five penny (GBP 8,911.75) to eight thousand nine hundred eleven pound sterling (GBP 8,911.-), and allocation of the amount of the reduction to the share premium account.

3 To convert the current twelve thousand five hundred shares (12,500) having a nominal value of one euro (EUR 1.-) each into eight thousand nine hundred eleven shares (8,911) with a nominal value of one pound sterling (GBP 1.-) each, all held by the Shareholder.

4 To increase the corporate capital of the Company by an amount of seventeen million one hundred fifty-one thousand eight hundred forty-six pound sterling (GBP 17,151,846.-) so as to raise it from its current amount of eight thousand nine hundred eleven pound sterling (GBP 8,911.-) to seventeen million one hundred sixty thousand seven hundred fifty-seven pound sterling (GBP 17,160,757.-).

5 To issue seventeen million one hundred fifty-one thousand eight hundred forty-six (17,151,846) new shares with a nominal value of one pound sterling (GBP 1.-) per share, having the same rights and privileges as the existing shares.

6 To accept subscription for these new shares by the Shareholder for an aggregate amount of seventeen million one hundred fifty-one thousand eight hundred forty-six pound sterling (GBP 17,151,846.-) and to accept full payment in cash for these new shares.

7 To amend the first paragraph of article 5 of the articles of incorporation of the Company, in order to reflect the change of currency and the capital increase.

8 Miscellaneous.

has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The Shareholder resolved to convert the currency of the subscribed capital of the Company from Euro to Pound Sterling by applying the exchange rate EUR 1 = GBP 0.71294 as of 4 November 2015.

The corporate capital of the Company now amounts to eight thousand nine hundred eleven pound sterling and seventy-five penny (GBP 8,911.75).

Second resolution

The Shareholder resolved to decrease the share capital by an amount of seventy-five penny (0.75 GBP) so as to reduce it from its current amount of eight thousand nine hundred eleven pound sterling and seventy-five penny (GBP 8,911.75) to eight thousand nine hundred eleven pound sterling (GBP 8,911.-), and to allocate the amount of the reduction to the share premium account.

Third resolution

The Shareholder consequently resolved to convert the current twelve thousand five hundred shares (12,500) having a nominal value of one euro (EUR 1.-) each into eight thousand nine hundred eleven shares (8,911) with a nominal value of one pound sterling (GBP 1.-) each held by the Shareholder.

Fourth resolution

The Shareholder resolved to increase the corporate capital of the Company by an amount of seventeen million one hundred fifty-one thousand eight hundred forty-six pound sterling (GBP 17,151,846.-) so as to raise it from its current amount of eight thousand nine hundred eleven pound sterling (GBP 8,911.-) to seventeen million one hundred sixty thousand seven hundred fifty-seven pound sterling (GBP 17,160,757.-).

Fifth resolution

The Shareholder resolved to issue seventeen million one hundred fifty-one thousand eight hundred forty-six (17,151,846) new shares with a nominal value of one pound sterling (GBP 1.-) per share, having the same rights and privileges as the existing shares.

Subscription - Payment

Thereupon appeared the Shareholder, represented as above mentioned.

The Shareholder declared to subscribe for seventeen million one hundred fifty-one thousand eight hundred forty-six (17,151,846) new shares with a nominal value of one pound sterling (GBP 1.-) per share, for an aggregate amount of seventeen million one hundred fifty-one thousand eight hundred forty-six pound sterling (GBP 17,151,846.-), and to fully pay in cash for these shares.

The amount of seventeen million one hundred fifty-one thousand eight hundred forty-six pound sterling (GBP 17,151,846.-) was thus as from that moment at the disposal of the Company, evidence thereof having been submitted to the undersigned notary.

Sixth resolution

The Shareholder resolved to accept said subscription and payment and to allot the seventeen million one hundred fifty-one thousand eight hundred forty-six (17,151,846) new shares according to the above mentioned subscription.

Seventh resolution

The Shareholder resolved to amend the first paragraph of article 5 of the articles of incorporation of the Company in order to reflect the above resolutions. Said paragraph will from now on read as follows (Version in English):

“The issued capital of the Company is set at seventeen million one hundred sixty thousand seven hundred fifty-seven pounds sterling (GBP 17,160,757), divided into seventeen million one hundred sixty thousand seven hundred fifty-seven (17,160,757) shares with a nominal value of one euro (GBP 1.-) each, all of which are fully paid up.”

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at around seven thousand euro (EUR 7,000,-).

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same party and in case of divergences between the English and the French texts, the English text will prevail.

Whereupon, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the representative of appearing party, known to the undersigned notary by surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le cinq novembre,

Par-devant nous Maître Martine Schaeffer notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de son confrère empêché, Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, lequel dernier nommé restera dépositaire de la présente minute.

A comparu:

Cornerstone Core Fund GP S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit du Grand-Duché du Luxembourg et en cours d'inscription auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, ayant un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500.-) ayant son siège social au 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, agissant en tant qu'associé commandité de Cornerstone Core Fund TopCo S.C.A., une société en commandite par actions régie par le droit du Grand-Duché du Luxembourg et en cours d'inscription auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, ayant un capital social de thirty-one thousand euros (EUR 31,000) ayant son siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg (l'«Associé»),

représenté aux fins des présentes par M. Paul Zaremba, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, aux termes d'une procuration donnée sous seing privé en date du 5 novembre 2015.

La prédite procuration restera annexée aux présentes aux fins d'enregistrement.

L'Associé a requis le notaire instrumentant d'acter qu'il est le seul et unique associé de Cornerstone Core Fund Davidson S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois, ayant un capital social de douze mille cinq cents euro (EUR 12.500.-), dont le siège social est au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, constituée suivant acte du notaire Maître Martine Schaeffer, de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de son confrère Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, en date du 2 novembre 2015, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (la «Société»), et en cours d'inscription auprès du Registre du Commerce et des Sociétés. Les statuts n'ont pas encore été modifiés.

L'Associé, représenté comme indiqué ci-avant, reconnaissant avoir été dûment et pleinement informé des décisions à intervenir sur base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1 Conversion de la devise dans laquelle le capital société de la Société est exprimé d'Euro en Livre Sterling par application d'un taux de change de EUR 1 = GBP 0,71294 du 4 novembre 2015.

2 Diminution du capital social d'un montant de soixante-quinze penny (0,75 GBP) de manière à le réduire de son montant actuel de huit mille neuf cent onze livres sterling et soixante-quinze pennies (GBP 8.911,75) à huit mille neuf cent onze livres sterling (GBP 8.911) et allocation du reliquat de la réduction au compte de prime d'émission.

3 Conversion des douze mille cinq cents (12.500) parts sociales actuelles de la Société ayant chacune une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-), en huit mille neuf cents onze (8.911) parts sociales ayant une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1,-) chacune, toutes détenues par l'Associé.

4 Augmentation du capital social de la Société à concurrence de dix-sept millions cent cinquante-et-un mille huit cent quarante-six livres sterling (GBP 17.151.846,-) pour le porter de son montant actuel de huit mille neuf cent onze livres sterling (GBP 8.911,-) à dix-sept millions cent soixante mille sept cent cinquante-sept livres sterling (GBP 17.160.757,-).

5 Émission de dix-sept millions cent cinquante-et-un mille huit cent quarante-six livres (17.151.846) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1,-) chacune, ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales existantes.

6 Acceptation de la souscription de ces nouvelles parts sociales par l'Associé pour un montant total de dix-sept millions cent cinquante-et-un mille huit cent quarante-six livres sterling (GBP 17.151.846,-) à libérer intégralement en espèces.

7 Modification du premier paragraphe de l'article 5 des statuts de la Société, afin de refléter le changement de devise et l'augmentation de capital social.

8 Divers.

a requis le notaire soussigné d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé a décidé de convertir la devise dans laquelle le capital de la Société est exprimé d'Euro en Livre Sterling par application d'un taux de change de EUR 1 = GBP 0,71294 du 4 novembre 2015.

Le capital social de la Société s'élève donc désormais à huit mille neuf cents onze livres sterling et soixante-quinze pennies (GBP 8.911,75.-).

Deuxième résolution

L'Associé a décidé de diminuer le capital social d'un montant de soixante-quinze penny (0,75 GBP) de manière à le réduire de son montant actuel de huit mille neuf cent onze livres sterling soixante-quinze pennies (GBP 8.911,75) à huit mille neuf cent onze livres sterling (GBP 8,911), et d'allouer le montant de la réduction au compte de la prime d'émission.

Troisième résolution

L'Associé a décidé de convertir les douze mille cinq cents (12.500) actuelles parts sociales de la Société ayant chacune une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-), en huit mille neuf cents onze (8.911) parts sociales ayant une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1,-) chacune, toutes détenues par l'Associé.

Quatrième résolution

L'Associé a décidé d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de dix-sept millions cent cinquante-et-un mille huit cent quarante-six livres sterling (GBP 17.151.846,-) pour le porter de son montant actuel de huit mille neuf cent onze livres sterling (GBP 8.911,-) à dix-sept millions cent soixante mille sept cent cinquante-sept livres sterling (GBP 17.160.757,-).

Cinquième résolution

L'Associé a décidé d'émettre dix-sept millions cent cinquante-et-un mille parts sociales nouvelles d'une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1,-) chacune, ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales existantes.

Souscription - Paiement

Ensuite a comparu l'Associé représenté comme indiqué ci-avant.

L'Associé a déclaré souscrire aux dix-sept millions cent cinquante-et-un mille huit cent quarante-six (17.151.846) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1,-) par part sociale, pour un montant total de dix-sept millions cent cinquante-et-un mille huit cent quarante-six livres sterling (GBP 17.151.846,-) et de libérer intégralement en ces nouvelles parts sociales en espèces.

Le montant de dix-sept millions cent cinquante-et-un mille huit cent quarante-six livres sterling (GBP 17.151.846,-) a dès lors été à la disposition de la Société à partir de ce moment, la preuve ayant été rapportée au notaire soussigné.

Sixième résolution

L'Associé a décidé d'accepter ladite souscription et ledit paiement et d'émettre les dix-sept millions cent cinquante-et-un mille huit cent quarante six (17.151.846,-) parts sociales nouvelles conformément à la souscription ci-dessus mentionnée.

Septième résolution

L'Associé a décidé de modifier le premier paragraphe de l'article 5 des statuts de la Société pour refléter les résolutions ci-dessus. Ledit alinéa sera dorénavant rédigé comme suit (version en français):

«Le capital émis de la Société est fixé à dix-sept millions cent soixante mille sept cent cinquante-sept livres sterling (GBP 17.160.757,-) divisé en dix-sept millions cent soixante mille sept cent cinquante-sept (17.160.757) parts sociales ayant une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1,-) chacune, celles-ci étant entièrement libérées».

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont évalués à environ sept mille euros (EUR 7.000,-).

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande de la partie comparante ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande de la même partie comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée mandataire de la partie comparante, connu(e) du notaire soussigné par nom, prénom usuel, état et demeure, ledit mandataire a signé avec, le notaire soussigné, notaire le présent acte.

Signé: P. Zaremba, M. Schaeffer.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 10 novembre 2015. GAC/2015/9624. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme.

Mondorf-les-Bains, le 13 novembre 2015.

Référence de publication: 2015184514/205.

(150205859) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2015.

EDP FUND, European Direct Property Fund, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement à Capital Fixe.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 107.629.

L'an deux mille quinze, le vingt-et-un décembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de «European Direct Property Fund» (ci-après la «Société»), une société d'investissement à capital fixe constituée sous la forme d'une société en commandite par actions ayant son siège social au 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange, constituée par acte notarié en date du 29 avril 2005, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial»), numéro 452 du 14 mai 2005. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg en date du 15 juin 2015, publié au Mémorial numéro 2185 du 21 août 2015.

L'Assemblée est présidée par son associé gérant commandité représenté par Monsieur Olivier de Broqueville, demeurant professionnellement au 20 Koningsstraat, 1WA1B, 1000 Bruxelles, Belgique en sa qualité de Président du conseil d'administration de la société European Direct Property Management S.A.

Le président désigne comme secrétaire Monsieur Régis Galiotto, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg,

L'Assemblée nomme comme scrutateur Monsieur Patrick Kurdyban, huissier de justice, demeurant professionnellement à Luxembourg,

Le bureau de l'assemblée ayant ainsi été constitué, le président déclare et a demandé au notaire instrumentant d'acter que:

I. L'ordre du jour de l'assemblée est comme suit:

«Décider de réduire le capital social de la Société d'un montant de cent quarante-deux millions quatre cent vingt-huit mille cinq cents euros (€142.428.500) par le rachat et l'annulation de quatorze mille deux cent quarante-deux virgule quatre-vingt-cinq (14.242,85) actions de catégorie I Classe capitalisation, sans désignation de valeur nominale du compartiment «Dynamic Euroland», sous la condition suspensive (la «Condition Suspensive») d'une notification faite en ce sens par l'actionnaire unique du compartiment «Dynamic Euroland» à l'associé commandité-gérant; Pouvoir donné à l'associé commandité-gérant en cas de réalisation de la Condition Suspensive d'acter devant notaire la date d'effectivité de la réduction de capital et la modification de l'article 5 des statuts de la Société qui en découle et de prendre toute mesure généralement utile ou nécessaire en vue de mettre en oeuvre la présente résolution.»

II. Les actionnaires ont été convoqués par European Direct Property Management S.A., l'associé commandité-gérant de la Société, par courrier recommandé en date du 20 novembre 2015, conformément à l'article 28 des statuts de la Société, de sorte que les actionnaires ont eu parfaite connaissance de l'ordre du jour repris dans la convocation et de toute information y relative avant la présente assemblée.

III. Les actionnaires présents ou représentés, les procurations délivrées par les actionnaires représentés et le nombre d'actions détenues par chacun d'eux sont renseignés sur une liste de présence; cette liste de présence signée par le(s) mandataire(s) des actionnaires représentés, le bureau et le notaire instrumentant restera annexée au présent acte.

IV. Il apparaît de la liste de présence que 22.537 actions sur les 35.700,29 actions émises par la Société sont présentes ou représentées à la présente assemblée, représentant plus de la moitié des actions en circulation de la Société et que la totalité des actions émises par la Société pour le compte du compartiment Dynamic Euroland sont présentes ou représentées à la présente assemblée de sorte que le quorum nécessaire à la tenue de la présente assemblée est atteint.

V. Il apparaît de ce qui précède que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour.

Après délibération, l'assemblée, avec l'accord de son associé gérant commandité, prend avec 100 % de votes favorables, 0% de votes contre et 0% d' abstentions, votes blancs et/ou nuls au sein de la Société, représentant plus de la majorité des deux-tiers des voix valablement exprimées au sein de la Société, et avec 14.242,85 votes favorables au sein du compartiment «Dynamic Euroland», représentant l'ensemble des voix valablement exprimées au sein du compartiment Dynamic Euroland, la résolution suivante:

Résolution unique

L'assemblée décide de réduire le capital social de la Société d'un montant de cent quarante-deux millions quatre cent vingt-huit mille cinq cents euros (€ 142.428.500) par le rachat et l'annulation de quatorze mille deux cent quarante-deux virgule quatre-vingt-cinq (14.242,85) actions de catégorie I Classe capitalisation, sans désignation de valeur nominale du compartiment "Dynamic Euroland", sous la condition suspensive (la «Condition Suspensive») d'une notification faite en ce sens par l'actionnaire unique du compartiment "Dynamic Euroland" à l'associé commandité-gérant.

En conséquence, l'assemblée décide de donner pouvoir à l'associé commandité-gérant, en cas de réalisation de la Condition Suspensive, d'acter devant notaire la date d'effectivité de la réduction de capital et la modification de l'article 5 des statuts de la Société qui en découle et de prendre toute mesure généralement utile ou nécessaire en vue de mettre en oeuvre la présente résolution.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de six mille Euros (6.000.- EUR).

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'assemblée a été clôturée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.
Signé: R. GALIOTTO, P. KURDYBAN, O. DE BROQUEVILLE et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 29 décembre 2015. Relation: 1LAC/2015/42142. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 6 janvier 2016.

Référence de publication: 2016004603/75.

(160003217) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2016.

Swisscanto (LU) SmartCore, Fonds Commun de Placement.

Das abgeänderte Verwaltungsreglement wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SWISSCANTO ASSET MANAGEMENT INTERNATIONAL S.A.

Référence de publication: 2016006114/8.

(160004021) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2016.

Swisscanto (LU) Management Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 121.904.

Das abgeänderte Verwaltungsreglement Swisscanto (LU) Bond Fund wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016006115/10.

(160004024) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2016.

Next Gate Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 202.966.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the thirtieth day of December.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

Mr. Pierre Schoen, born on 16 February 1952 in Strasbourg (France), residing at impasse de Coulet 48, 1162 St-Prex, Switzerland, represented by Me Pauline Roux, professionally residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 23 December 2015;

Mr. Davide Martucci, born on 22 March 1986 in Lugano (Switzerland), residing at Grand Rue 85-87, L-1661 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, represented by Me Pauline Roux, professionally residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 22 December 2015;

Mr. Ettore Contini, born on 23 March 1974 at Buchillon (Switzerland), residing at Park Palace, 27, avenue de la Costa, MC 98 000 Monaco, represented by Me Pauline Roux, professionally residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 23 December 2015;

Mr. Dimitri Huwyler, born on 27 August 1986 in Geneva (Switzerland), residing at La Levratte 38, 1260 Nyon, Switzerland, represented by Me Pauline Roux, professionally residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 22 December 2015.

The proxies given, signed *ne varietur* by the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

The appearing person, in her capacity, has requested the undersigned notary to draw up the articles of incorporation (the "Articles of Incorporation") of a company to be incorporated under the form of a "société anonyme" as follows:

Art. 1. Form, name. There exists among the subscribers and all those who may become owners of the shares hereafter issued (the "Shares") a company in the form of a société anonyme, under the name of Next Gate Capital S.A. (the "Company").

Art. 2. Duration. The Company is established for an unlimited duration. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders (the "Shareholders") adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation as prescribed in Article 20 hereof.

If the Company is owned by a sole shareholder, the death or dissolution of the sole shareholder will not result in the dissolution of the Company.

Art. 3. Object. The object of the Company is to act as investment manager to Next Gate Fund, a Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé incorporated under the provisions of the amended law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds.

The Company may further hold participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, or other business entities, acquire by purchase, subscription, or in any other manner as well as transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and administrate, develop and manage that portfolio of participations.

In a general fashion it may carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its object.

Finally, the Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, directly connected to the foregoing in order to facilitate the accomplishment of its object.

Art. 4. Registered office. The Company shall have its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The board of directors of the Company (the "Board of Directors" and individually a "Director") shall have the right to set up offices, administrative centers, agencies and subsidiaries wherever it shall see fit, either within or outside the Grand Duchy of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the City of Luxembourg by decision of the Board of Directors. If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the Board of Directors may decide to transfer the registered office of the Company to any other municipality within the Grand Duchy of Luxembourg.

Where the Board of Directors determines that extraordinary political, economic, social or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

Art. 5. Capital - Shares and share certificates. The issued capital of the Company is set at 31,000 Euro (thirty-one thousand euros) divided into 3,100 (three thousand one hundred) fully paid Shares with a nominal value of 10 Euro (ten euros each).

Shares will be issued in registered form only.

A register of Shareholders will be kept at the registered office of the Company where it will be available for inspection by any Shareholder. Ownership of registered Shares will be established by inscription in the said register. Such register shall set forth the name of each Shareholder, his residence or elected domicile, the number of Shares held by him, the amounts paid in on each such Share, the transfers of Shares and the dates of such transfers.

The Company may recognise only one holder per Share. In case a Share is held by more than one person, the persons claiming ownership of the Share will be required to name one person as the owner of the Share vis-à-vis the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to such Share until one person has been so designated. The same rule shall apply in the case of a conflict between an usufructuary and a bare owner or between a pledgor and a pledgee.

The Company shall consider the person in whose name the Shares are registered in the register of Shareholders as the full owner of such Shares.

Certificates stating such inscription shall be delivered to the Shareholder. Transfer of Shares shall be effected by a declaration of transfer inscribed in the register of Shareholders, dated and signed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney to act therefor. Transfer may also be effected by delivering the certificate representing the Share to the Company, duly endorsed to the transferee.

The Company may redeem its own Shares within the limits set forth by the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended (“the Company law”).

Art. 6. Increase, reduction of capital. The issued capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the Shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation, as prescribed in Article 20 hereof.

Art. 7. Meetings of Shareholders - General. Any regularly constituted meeting of Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

The quorum and time required by the Company law shall govern the notice for and conduct of the meetings of Shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each Share is entitled to one vote. A Shareholder may act at any meeting of Shareholders by appointing another person as his proxy in writing, by fax, e-mail or any other electronic means capable of evidencing such proxy. The Board of Directors may require that the original proxy be in addition sent by post. A Shareholder may also participate at any meeting of Shareholders by videoconference or any other means of telecommunication permitting the identification of such Shareholder. Such means must allow the Shareholder to participate effectively at such meeting of Shareholders. The proceedings of the meeting must be retransmitted continuously.

Except as otherwise required by the Company law, resolutions at a meeting of Shareholders duly convened will be passed by a simple majority of the votes cast; votes cast shall not include votes attaching to Shares in respect of which the Shareholder has not taken part in the vote or has abstained or has returned a blank or invalid vote.

Shareholders shall meet upon call by the Board of Directors or upon the written request of Shareholders representing at least one tenth of the Share capital of the Company, pursuant to a notice setting forth the agenda, sent at least 8 days prior to the shareholders’ meeting to each shareholder at the shareholder’s address in the register of Shareholders.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders for them to take part in any meeting of Shareholders.

If all of the Shareholders are present or represented at a meeting of Shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 8. Annual general meeting of Shareholders. If the Company is owned by a sole shareholder, this shareholder shall exercise all the powers attributed by the Company law to the general meeting of Shareholders.

The annual general meeting of Shareholders shall be held, in accordance with the Company law at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting on the second Wednesday of the month of June in each year at 10h30 a.m.

If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board of Directors, exceptional circumstances so require.

If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the annual general meeting of Shareholders may be held at a date, time or place other than those set forth in the preceding paragraph, that date, time or place to be decided by the Board of Directors.

Other meetings of Shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 9. Board of Directors. The Company shall be managed by a Board of Directors composed of three members at least who may but do not need to be Shareholders of the Company.

The Directors shall be elected by the Shareholders at their annual meeting for a period of maximum six years and shall hold office until their successors are elected.

A Director may be removed with or without cause (ad nutum) and replaced at any time by resolution adopted by the Shareholders.

In the event of a vacancy in the office of Director because of death, retirement, resignation, removal or otherwise, the remaining Directors may elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next meeting of Shareholders.

The Board of Directors may delegate the daily management of the business of the Company, as well as the power to represent the Company in its day to day business, to individual Directors, committees or other officers or agents of the Company, who need not be Shareholders. The Board of Directors will determine the conditions of appointment and dismissal as well as the remuneration and powers of any person or persons so appointed.

Art. 10. Procedures of meeting of the Board of Directors. The Board of Directors will appoint from among its members a chairman (the “Chairman”), and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meeting of the Board of Directors and of the Shareholders.

The Board of Directors shall meet upon call by the Chairman or any two Directors.

The Chairman shall preside at all meetings of Shareholders and the Board of Directors, but in his absence the Shareholders or the Board of Directors may appoint another director (and, in respect of Shareholders' meetings, any other person) as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all Directors at least twenty-four hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meetings. This notice may be waived by the consent in writing or by fax or telegram or telex of each Director. Separate notice shall not be required for meetings at which all the Directors are present or represented and have declared that they had prior knowledge of the agenda as well as for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing or by fax, cable, telegram, telex or, provided the genuineness thereof is established, electronic transmission, another Director as his proxy.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if a majority of all Directors in office is present or represented. Decisions shall be taken by a simple majority of the votes cast.

In the event that in any meeting, the number of votes for and against a resolution is equal, the Chairman shall have a casting vote.

Any Director may participate in any meeting of the Board of Directors by conference-call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also be held by conference call only. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The Board of Directors may also in all circumstances and at any time with unanimous consent pass resolutions by way of circular written resolutions signed by all members of the Board of Directors. Such circular written resolutions will be as valid and effective as if passed at a meeting duly convened and held. The signatures of the members of the Board of Directors may appear on a single document or multiple copies of the same resolution and may be evidenced by letters, facsimile, e-mail or any other electronic means capable of evidencing such signature.

Art. 11. Minutes of meetings of the Board of Directors. The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the Chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting or two Directors.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the Chairman, by the secretary or by two Directors.

Art. 12. Powers of the Board of Directors. The Board of Directors is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of management, disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the Company law or by the present articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the Board of Directors.

The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such management and affairs, with prior consent of the general meeting of Shareholders, to any member or members of the Board of Directors who may constitute committees deliberating under such terms as the Board of Directors shall determine. It may also confer all powers and special mandates to any persons who do not need to be Directors, appoint and dismiss all officers and employees and fix their emoluments.

Art. 13. Binding signatures. The Company will be bound by the joint signature of any two Directors or by the joint or single signature of any person or persons to whom such signatory power shall have been delegated by the Board of Directors.

Art. 14. Conflicts of Interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company is interested in, or is a Director, associate, officer or employee of any such other company or firm. Any Director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business, shall not, by reason of his/her/its connection and/or relationship with that other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to any such contract or other business.

In the event that any Director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction submitted for approval to the Board of Directors conflicting with that of the Company, that Director or officer shall make such a conflict known to the Board of Directors and shall not consider or vote on any such transaction, and any such transaction shall be reported to the next Shareholders' meeting.

The preceding paragraph does not apply where the decision of the Board of Directors or, if applicable, of the single Director, relates to current operations entered into under normal conditions.

The term "personal interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving any entity promoting the Company or any subsidiary thereof, or any other company or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors at its discretion, provided that this personal interest is not considered as a conflicting interest according to applicable laws and regulations.

Art. 15. Directors' indemnification. Subject to the exceptions and limitations listed below:

(i) Every person who is, or has been, a Director or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such Director or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof.

(ii) The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any Director or officer of the Company:

(i) against any liability to the Company or its Shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

(ii) with respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or

(iii) in the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the Board of Directors.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any Director or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such Director or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including Directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this Article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or Director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this Article.

Art. 16. Supervisory Auditor(s). The operations of the Company shall be supervised by one or several supervisory auditors (commissaire(s) aux comptes). The supervisory auditor(s) shall be elected for a term not exceeding six years and shall be re-eligible.

The supervisory auditor(s) will be appointed by the Shareholders at their annual meeting which will determine their number, their remuneration and the term of their office. The supervisory auditor(s) in office may be removed at any time by a meeting of Shareholders with or without cause.

Art. 17. Accounting year. The accounting year of the Company shall begin on the first day of January of each year and shall terminate on the last day of December of the same year.

Art. 18. Appropriation of profits. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by the Company law. This allocation shall cease to be required as soon and as long as such surplus reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company.

The general meeting of Shareholders, upon recommendation of the Board of Directors, shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of and may, without ever exceeding the amounts proposed by the Board of Directors, declare dividends from time to time.

Interim dividends may be distributed, subject to the conditions laid down by the Company law, upon decision of the Board of Directors and approval by the approved statutory auditor.

The dividends declared may be paid in any currency selected by the Board of Directors and may be paid at such places and times as may be determined by the Board of Directors.

The Board of Directors may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend funds into the currency of their payment.

A dividend declared but not paid on a Share during five years cannot thereafter be claimed by the holder of such share, shall be forfeited by the holder of such share, and shall revert to the Company.

No interest will be paid on dividends declared and unclaimed which are held by the Company on behalf of holders of Shares.

Art. 19. Dissolution and liquidation. In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of Shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

Art. 20. Amendment of Articles. These Articles may be amended from time to time by a meeting of Shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the Company law.

Art. 21. Sole Shareholder Company. If, and as long as, one Shareholder holds all the Shares of the Company, the Company shall exist as a single Shareholder company pursuant to the applicable provisions of the Company Law.

Art. 22. Governing law. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Company law.

Transitory provisions

The first accounting year of the Company will begin on the date of the incorporation of the Company and will end on 31 December 2016.

The first annual general meeting of the Shareholders will be held in 2017.

Subscriptions and Payments

The articles of incorporation of the Company having thus been drawn up by the appearing parties, the appearing parties have subscribed and fully paid up the following Shares:

Subscriber	Number of shares subscribed	Payment
Pierre Schoen	620	EUR 6,200
Davide Martucci	1,705	EUR 17,050
Ettore Contini	465	EUR 4,650
Dimitri Huwylar	310	EUR 3,100
Total:	3,100	EUR 31,000

The Shares have been fully paid up, evidence of which was given to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 1,500.-.

Statements

The undersigned notary declares that he has verified the conditions laid down in articles 26, 26-3 and 26-5 of the Company Law and expressly confirms that they have been observed.

Extraordinary General Meeting

The above named person, representing the entire subscribed capital and considering itself as duly convened, has taken immediately the following resolutions:

First resolution

The following persons are appointed Directors for a period ending at the next annual general meeting:

Name	Address	Title
Davide Martucci	Grand Rue 85-87, L-1661 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg	Chief Executive Officer and Chief Investment Officer of Next Gate Capital S.A.
Dimitri Huwyler	La Levratte 38, 1260 Nyon, Switzerland	Chief Technology Officer and Head of quantitative investments of Next Gate Capital S.A.
Claude Noesen	Um Séintchen 25, L-8363 Greisch, Grand Duchy of Luxembourg	Independent Director
Alain Weber	Heiligenfeldstrasse 6, 77694 Kehl, Germany	Director of companies

Second resolution

Alain Weber residing at 6 Heiligenfeldstrasse, 77694 Kehl, Germany is appointed as supervisory auditor (commissaire aux comptes) of the Company for a term expiring at the annual General Meeting to be held in 2017.

Third resolution

The registered office of the Company is fixed at 2, boulevard de la Foire, L-1528, Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary, by their surnames, first names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le trente décembre.

Par devant nous Maître Henri Hellinckx, Notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Pierre Schoen, né le 16 février 1952 à Strasbourg (France), résidant à impasse de Coulet 48, 1162 St-Prex, Suisse, dûment représenté par Me Pauline Roux, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 23 décembre 2015;

Monsieur Davide Martucci, né le 22 mars 1986 à Lugano (Suisse), résidant à Grand Rue 85-87, L-1661 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg dûment représenté par Me Pauline Roux, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 22 décembre 2015;

Monsieur Ettore Contini, né le 23 mars 1974 à Buchillon (Suisse), résidant à Park Palace, 27, avenue de la Costa, MC 98000 Monaco, dûment représenté par Me Pauline Roux, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 23 décembre 2015;

Monsieur Dimitri Huwyler, né le 27 août 1986 à Genève (Suisse), résidant à La Levratte 38, 1260 Nyon, Suisse, dûment représenté par Me Pauline Roux, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 22 décembre 2015.

Les procurations prémentionnées, signées "ne varietur" par la comparante et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être soumises à l'enregistrement.

Laquelle comparante, ès-qualité, a requis le notaire instrumentant d'arrêter comme suit les statuts d'une société anonyme qui est constituée par le présent acte:

Art. 1^{er}. Forme, dénomination. Il existe, entre les souscripteurs et tous ceux qui pourraient devenir propriétaires des actions (les "Actions") une société en la forme d'une société anonyme, sous la dénomination Next Gate Capital S.A. (la "Société").

Art. 2. Durée. La Société est établie pour une durée illimitée. La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale des actionnaires (les "Actionnaires") statuant comme en matière de modification des Statuts, conformément à l'article 20 ci-après.

Si la Société est détenue par un actionnaire unique, le décès ou la dissolution de l'associé unique n'entraînera pas la dissolution de la Société.

Art. 3. Objet. L'objet de la Société est d'agir en tant que gestionnaire de Next Gate Fund, une Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé constitué conformément aux dispositions de la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés.

La Société pourra par ailleurs détenir des participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères ou dans toute autre entreprise, acquérir par l'achat, la souscription ou par tout autre moyen, de même

que transférer par la vente, l'échange ou tout autre moyen des actions, des obligations, des certificats de créance, des notes et autres valeurs mobilières de toute espèce et détenir, administrer, développer et gérer de son portefeuille.

D'une manière générale, la Société pourra effectuer toute opération qu'elle juge utile dans l'accomplissement et le développement de son objet.

Finalement, la Société peut effectuer toute opération commerciale, technique, financière ou autre, liée directement ou indirectement à ce qui précède, dans tous les domaines, afin de faciliter la réalisation de son objet.

Art. 4. Siège social. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg.

Le Conseil d'Administration de la Société (le "Conseil d'Administration" et individuellement un "Administrateur") aura le pouvoir de créer des bureaux, centres administratifs, agences ou filiales partout où il l'estimera opportun, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la Ville de Luxembourg par décision du Conseil d'Administration. Si les lois et réglementations en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg le permettent et sous les conditions fixées par ces dernières, le Conseil d'Administration peut décider de transférer le siège social de la Société dans toute autre municipalité du Grand-Duché de Luxembourg.

Lorsque le Conseil d'Administration estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique, social ou militaire de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire de son siège social, restera luxembourgeoise.

Art. 5. Capital - Actions et certificats. Le capital souscrit de la Société est fixé à 31.000 Euro (trente et un mille euros) représenté par 3.100 (trois mille cent) actions entièrement libérées d'une valeur nominale de 10 Euro (dix euros) par action.

Les actions seront uniquement émises sous forme nominative.

Un registre des Actionnaires sera conservé au siège social de la Société où il sera disponible pour consultation par tout Actionnaire. La propriété des Actions nominatives sera établie par inscription dans ce registre. Ce registre doit établir le nom de chaque Actionnaire, sa résidence ou son domicile élu, le nombre d'Actions qu'il détient, les montants souscrits pour chacune de ces Actions, les transferts d'Actions et les dates de ces transferts.

La Société ne peut reconnaître qu'un détenteur par Action. Dans le cas où une Action est détenue par plus d'une personne, les personnes revendiquant la propriété de l'Action seront tenues de nommer une personne comme étant le propriétaire de l'Action vis-à-vis de la Société. La Société a le droit de suspendre l'exercice de tout droit attaché à une telle Action jusqu'à ce qu'une personne ait été ainsi désignée. La même règle s'appliquera en cas de conflit entre un usufruitier et un nu-propriétaire ou entre un gageur et un créancier gagiste.

La Société considérera la personne au nom de laquelle les Actions sont inscrites dans le registre des Actionnaires comme le véritable titulaire de ces Actions.

Des certificats confirmant ces inscriptions seront remis aux Actionnaires. Le transfert d'Actions se fera par une déclaration de transfert écrite portée au registre des Actionnaires, datée et signée par le cédant et le cessionnaire, ou par leurs mandataires justifiant des pouvoirs requis. Le transfert peut également être effectué par délivrance du certificat d'Action à la Société dûment endossé au profit du cessionnaire.

La Société peut racheter ses propres Actions dans les limites prévues par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (la "Loi sur les Sociétés").

Art. 6. Augmentation, réduction du capital. Le capital souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des Actionnaires statuant dans les formes et selon les conditions requises en matière de modification des Statuts, conformément à l'article 20 ci-après.

Art. 7. Assemblées des Actionnaires - généralités. Toute assemblée régulièrement constituée des Actionnaires de la Société représente tous les Actionnaires de la Société. Elle disposera des pouvoirs les plus étendus pour ordonner, mettre en oeuvre ou ratifier des actes en rapport avec les opérations de la Société.

Les quorum et le délai de convocation prévus par la Loi sur les Sociétés régiront la convocation aux assemblées des Actionnaires de la Société ainsi que leur déroulement, sous réserve de dispositions contraires des présents statuts.

Chaque Action a droit à une voix. Tout Actionnaire pourra agir à toute assemblée des Actionnaires en déléguant une autre personne comme son représentant par écrit, fax, email ou tout autre moyen électronique pouvant attester d'un tel mandat. Le Conseil d'Administration peut exiger que la procuration originale soit en sus envoyée par voie postale. Un Actionnaire peut également participer à toute assemblée générale des Actionnaires par vidéoconférence ou tout autre moyen de télécommunication permettant l'identification de cet Actionnaire. Ce moyen doit satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective de l'Actionnaire à l'assemblée. Les délibérations de l'assemblée doivent être retransmises de façon continue.

A moins que la Loi sur les Sociétés n'en dispose autrement, les résolutions de l'assemblée générale des Actionnaires dûment convoquée sont seulement adoptées à la majorité simple des voix exprimées; les voix exprimées ne comprennent pas celles attachées aux Actions pour lesquelles l'Actionnaire n'a pris part au vote ou s'est abstenu ou a voté blanc ou nul.

Les Actionnaires se réuniront sur convocation du Conseil d'Administration ou sur demande écrite des Actionnaires représentant au moins un dixième du capital social de la Société, par une demande écrite indiquant l'ordre du jour, envoyée au moins 8 jours avant l'assemblée des Actionnaires à chaque actionnaire à l'adresse de l'actionnaire indiquée dans le registre des Actionnaires.

Le Conseil d'Administration pourra fixer toute autre condition que doivent remplir les Actionnaires pour participer à une assemblée des Actionnaires.

Si tous les Actionnaires sont présents ou représentés à une assemblée des Actionnaires et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée pourra être tenue sans convocation ou publication préalables.

Art. 8. Assemblée générale annuelle des Actionnaires. Si la Société est détenue par un actionnaire unique, cet actionnaire exercera tous les pouvoirs conférés par la Loi sur les Sociétés à l'assemblée générale des Actionnaires.

L'assemblée générale annuelle des Actionnaires se tiendra conformément à la Loi sur les Sociétés au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg, qui sera fixé dans l'avis de convocation, le 2^e mercredi du mois de juin à 10h30.

Si ce jour n'est pas un jour ouvrable bancaire à Luxembourg, l'assemblée générale annuelle des Actionnaires se tiendra le premier jour ouvrable bancaire suivant. L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger si le Conseil d'Administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Si les lois et réglementations du Luxembourg le permettent et dans les conditions fixées par ces dernières, l'assemblée générale des Actionnaires se tiendra à une date, une heure ou un lieu différents de ceux établis dans le paragraphe précédent, cette date, cette heure et ce lieu devant être désignés par une décision du Conseil d'Administration.

Les autres assemblées générales des Actionnaires pourront se tenir à l'heure et au lieu spécifiés dans les avis de convocation.

Art. 9. Conseil d'Administration. La Société sera administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins qui n'auront pas besoin d'être Actionnaires de la Société.

Les Administrateurs seront élus par l'assemblée générale pour une période ne pouvant excéder six ans et resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Tout Administrateur peut être révoqué avec ou sans motif (ad nutum) et/ou peut être remplacé à tout moment par décision des Actionnaires.

Au cas où le poste d'un Administrateur devient vacant à la suite de décès, de départ en retraite, de démission, de révocation ou autrement, les Administrateurs restants pourront élire à la majorité des voix un Administrateur pour remplir provisoirement les fonctions attachées au poste devenu vacant, jusqu'à la prochaine assemblée des Actionnaires.

Le Conseil d'Administration peut déléguer la gestion journalière de la Société, ainsi que le pouvoir de représenter la Société dans ses affaires courantes, à un ou plusieurs Administrateurs, à des comités ou autres fondés de pouvoir ou mandataires de la Société, qui n'ont pas besoin d'être Actionnaires. Le Conseil d'Administration déterminera les conditions de nomination et de révocation ainsi que la rémunération et les pouvoirs de la ou des personnes ainsi nommées.

Art. 10. Procédures des réunions du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration désignera parmi ses membres un président (le "Président") et pourra élire en son sein un vice-président. Il pourra également désigner un secrétaire qui n'a pas besoin d'être un Administrateur et qui aura comme fonction de dresser les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration ainsi que les assemblées des Actionnaires.

Le Conseil d'Administration se réunira sur la convocation du Président ou de deux administrateurs.

Le Président du Conseil d'Administration présidera les assemblées générales des Actionnaires et les réunions du Conseil d'Administration, mais en son absence les Actionnaires ou le conseil d'administration désignera à la majorité un autre président (et pour ce qui concerne les assemblées générales des actionnaires, toute autre personne) pro tempore pour ces assemblées et réunions.

Avis écrit de toute réunion du Conseil d'Administration sera donné à tous les Administrateurs au moins vingt-quatre heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il peut être renoncé à cette convocation moyennant l'assentiment par écrit ou par télécopie, télégramme ou télex de chaque Administrateur. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du Conseil d'Administration à laquelle tous les Administrateurs sont présents ou représentés et ont déclaré avoir eu connaissance de l'ordre du jour ainsi que pour des réunions se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration.

Tout Administrateur pourra agir lors de toute réunion du Conseil d'Administration en désignant par écrit ou par télécopie, télégramme, télex ou, à condition que l'authenticité peut en être établie, transmission électronique, un autre Administrateur comme son représentant.

Le Conseil d'Administration ne pourra délibérer et agir que si au moins la moitié des Administrateurs seront présents ou représentés. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés.

Dans l'hypothèse selon laquelle à une réunion, les nombres de votes pour et contre une résolution sont égaux, le Président aura un vote prépondérant.

Tout Administrateur peut participer à une réunion du Conseil d'Administration par conférence téléphonique ou d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les uns les autres. Une réunion peut également être tenue uniquement sous forme de conférence téléphonique. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Le Conseil d'Administration peut également en toutes circonstances et à tout moment adopter à l'unanimité des décisions au moyen de résolutions circulaires écrites et signées par tous les membres du Conseil d'Administration. Ces résolutions circulaires écrites seront aussi valables et effectives que si elles avaient été adoptées lors d'une réunion dûment convoquée et tenue. Les signatures des membres du Conseil d'Administration pourront apparaître sur un même document ou sur plusieurs copies d'un même document et pourront être prouvées par lettres, facsimile, email ou tout autre moyen électronique faisant preuve de cette signature.

Art. 11. Procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration. Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration seront signés par le Président ou par le président pro tempore qui aura assumé la présidence lors de cette réunion ou deux Administrateurs.

Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le Président, par le secrétaire ou par deux Administrateurs.

Art. 12. Pouvoirs du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires de la Société et pour autoriser et/ou réaliser tous les actes de gestion, de disposition et d'administration dans le cadre de l'objet social de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi sur les Sociétés ou les présents statuts à l'assemblée générale des Actionnaires sont à la compétence du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration peut déléguer ses pouvoirs pour la gestion journalière des affaires de la Société et la représentation de la Société lors de la conduite de ces affaires, avec l'accord préalable de l'assemblée générale des Actionnaires, à tous membres du Conseil d'Administration qui peuvent constituer des comités délibérant aux conditions fixées par le Conseil d'Administration. Il peut également déléguer tous pouvoirs et des mandats spéciaux à toutes personnes, qui ne doivent pas nécessairement être Administrateurs, nommer et révoquer tous agents et employés et fixer leurs émoluments.

Art. 13. Signatures autorisées. La Société sera engagée par la signature conjointe de deux administrateurs ou par la signature conjointe ou individuelle de toute(s) autre(s) personne(s) à qui des pouvoirs auront été spécialement délégués par le conseil d'administration.

Art. 14. Conflits d'intérêts. Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et tout autre société ou entreprise ne pourront être affectés ou annulés par le fait qu'un ou plusieurs Administrateurs ou fondés de pouvoir de la Société ont un intérêt, ou sont Administrateurs, collaborateurs, fondés de pouvoir ou employés dans une telle société ou entreprise. Tout Administrateur ou fondé de pouvoir de la Société qui est administrateur, fondé de pouvoir ou employé de toute société ou entreprise avec laquelle la Société conclut des contrats ou noue des relations d'affaires, ne saurait en raison de son lien avec cette autre société ou entreprise, être privé du droit de délibérer, et de voter sur ou d'intervenir dans quelque matière ayant trait à de pareils contrats ou affaires.

Au cas où un Administrateur ou fondé de pouvoir de la Société aurait un intérêt personnel dans une transaction soumise à l'agrément du Conseil d'Administration, étant en conflit avec celui de la Société, cet Administrateur ou fondé de pouvoir doit faire connaître ce conflit au Conseil d'Administration ce conflit d'intérêt et ne doit pas délibérer ou voter à propos de cette transaction, et cette transaction doit être rapportée à la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Le paragraphe précédent ne s'applique pas lorsque la décision du Conseil d'Administration ou, le cas échéant, de l'administrateur unique, se rapporte à des opérations courantes exécutées dans des conditions normales.

Le terme "intérêt personnel", tel qu'il est utilisé dans le présent article, n'inclura pas les relations ou les intérêts qui pourront exister de quelque manière, qualité ou transaction impliquant une entité promouvant la Société ou toute société filiale ou toute autre société ou entité déterminée par le Conseil d'Administration à sa discrétion, à condition que cet intérêt personnel ne soit pas considéré comme un conflit d'intérêt au regard des lois et réglementations applicables.

Art. 15. Indemnisation des Administrateurs. Sous réserve des exceptions et limitations indiquées ci-dessous:

(i) Toute personne qui est, ou a été, Administrateur ou fondé de pouvoir de la Société sera indemnisée par la Société, à concurrence du maximum permis par la loi, pour toute responsabilité et dépenses raisonnablement encourues ou déboursées par elle en rapport avec une quelconque demande, action, poursuite ou procédure à laquelle elle a été mêlée ou autrement impliquée en sa qualité, présente ou passée, d'Administrateur, de fondé de pouvoir de la Société, de même que de tous montants déboursés ou exposés à ce titre par elle.

(ii) Les termes «demande», «action», «poursuite» ou «procédure» s'appliqueront à toutes les demandes, actions, poursuites ou procédures (civiles, pénales et autres, y compris les instances d'appel) en cours ou pendantes et les termes «responsabilités» et «dépenses» incluent sans restriction les honoraires d'avocats, les frais, les amendes, les montants payés à titre d'arrangements et autres dettes.

Aucune indemnisation n'est consentie à un Administrateur ou fondé de pouvoir de la Société:

(i) pour la mise en cause de sa responsabilité envers la Société ou ses Actionnaires découlant d'une infraction intentionnelle, de mauvaise foi, de faute grave ou d'imprudence grossière dans l'accomplissement des devoirs découlant de sa fonction;

(ii) pour tout acte pour lequel il aura été finalement jugé qu'il a agi de mauvaise foi et non dans l'intérêt de la Société; ou

(iii) en cas de transaction, à moins que cette transaction n'ait été approuvée par un tribunal compétent ou par le Conseil d'Administration.

Le droit à indemnisation, tel que prévu par le présent article, est autonome et n'affecte pas les autres droits dont un Administrateur ou fondé de pouvoir pourrait bénéficier actuellement ou ultérieurement, il subsiste à l'égard d'une personne ayant cessé d'être Administrateur ou fondé de pouvoir et se transmet aux héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de cette personne. Les dispositions du présent article n'affectent pas le droit à indemnisation qui peut être accordé par contrat ou autrement par la loi au personnel de la Société y compris aux Administrateurs et aux fondés de pouvoir.

Les dépenses engagées en vue de la préparation et de la représentation d'une défense dans le cadre de toute demande, action, poursuite ou procédure telles que décrites dans le présent article sont avancées par la Société avant la décision finale, contre l'engagement de l'Administrateur ou du fondé de pouvoir de rembourser le montant avancé s'il apparaît en définitive qu'il n'avait pas droit à indemnisation en vertu du présent article.

Art. 16. Commissaire aux comptes. Les opérations de la Société seront supervisées par un ou plusieurs commissaire(s) aux comptes. Les commissaires aux comptes seront élus pour une durée n'excédant pas six ans et seront rééligibles.

Les commissaires aux comptes, seront nommés par l'assemblée générale annuelle des Actionnaires qui déterminera leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat. Le commissaire aux comptes en fonction peut être révoqué à tout moment par une assemblée des Actionnaires avec ou sans motif.

Art. 17. Exercice social. L'exercice social de la Société commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le dernier jour du mois de décembre de la même année.

Art. 18. Affectation des bénéfices. Il sera prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société cinq pour cent (5%) qui seront affectés à la réserve prévue par la Loi sur les Sociétés. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que cette réserve sera égale à dix pour cent (10%) du capital souscrit de la Société.

Sur recommandation du Conseil d'Administration, l'assemblée générale des Actionnaires déterminera comment il sera disposé du montant restant du profit annuel net et peut, sans jamais excéder les montants proposés par le Conseil d'Administration, décider en temps opportun du versement de dividendes.

Des acomptes sur dividendes pourront être distribués, dans les conditions prévues par la Loi sur les Sociétés et sur décision du Conseil d'Administration et moyennant approbation du réviseur d'entreprise agréé.

Les dividendes déclarés peuvent être payés en toute devise décidée par le Conseil d'Administration en temps et lieu qu'il appartiendra de déterminer par le Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration peut prendre une décision finale quant au cours applicable pour traduire les montants des dividendes en la devise de leur paiement.

Un dividende déclaré mais non payé pour une Action pendant cinq ans ne pourra par la suite plus être réclamée par le propriétaire d'une telle action, sera perdu pour celui-ci, et retournera à la Société.

Aucun intérêt ne sera payé sur les dividendes déclarés et non payés qui seront détenus par la Société pour le compte des Actionnaires.

Art. 19. Dissolution et liquidation. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales), et qui seront nommés par l'assemblée générale des Actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération.

Art. 20. Modification des Statuts. Les présents Statuts pourront être modifiés en temps et lieu qu'il appartiendra par une assemblée générale des Actionnaires soumise aux conditions de quorum et de vote requises par la Loi sur les Sociétés.

Art. 21. Société à Actionnaire unique. Si, et aussi longtemps que, un Actionnaire unique réunit dans ses mains toutes les actions de la Société, la Société existera en tant que société unipersonnelle conformément aux dispositions applicables de la Loi sur les Sociétés.

Art. 22. Loi applicable. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi sur les Sociétés.

Dispositions transitoires

Le premier exercice comptable de la Société commencera à la date de constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2016.

La première assemblée générale annuelle des Actionnaires sera tenue en 2017.

Souscription et paiement

Les Statuts de la Société ayant été rédigés par les parties comparantes, les parties comparantes ont souscrit et entièrement libéré les Actions suivantes:

Souscripteur	Nombre d'actions souscrites	Paiement
Pierre Schoen	620	EUR 6.200
Davide Martucci	1.705	EUR 17.050
Ettore Contini	465	EUR 4.650
Dimitri Huwyler	310	EUR 3.100
Total:	3.100	EUR 31.000

Ces actions ont toutes été entièrement libérées par paiement en espèces, preuve en ayant été donnée au notaire soussigné.

Dépenses

Les dépenses, coûts, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société à la suite de sa constitution sont estimés approximativement à EUR 1.500,-

Constatations

Le notaire soussigné déclare qu'il a vérifié et il confirme que les conditions exigées par les articles 26, 26-3 et 26-5 de la Loi sur les Sociétés ont été observées.

Assemblée générale extraordinaire

Les personnes prémentionnées, représentant l'entière du capital souscrit et se considérant comme dûment convoquées ont immédiatement pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Les personnes suivantes ont été nommées Administrateurs pour une période expirant lors de la prochaine assemblée générale annuelle:

Nom	Adresse	Profession
Davide Martucci	Grand Rue 85-87, L-1661 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg	Directeur Général et Directeur des Investissements de Next Gate Capital S.A.
Dimitri Huwyler	La Levratte 38, 1260 Nyon, Suisse	Directeur Technologique et chef des investissements quantitatifs de Next Gate Capital S.A.
Claude Noesen	Um Séintchen 25, L-8363 Greisch, Grand-Duché de Luxembourg	Administrateur Indépendant
Alain Weber	Heiligenfeldstrasse 6, 77694 Kehl, Allemagne	Dirigeant de sociétés

Deuxième résolution

Alain Weber, résidant au 6 Heiligenfeldstrasse, 77694 Kehl, Allemagne, a été nommé commissaire aux comptes de la Société pour une période expirant lors de la prochaine assemblée générale annuelle qui sera tenue en 2017.

Troisième résolution

Le siège social de la Société est fixé au 2, boulevard de la Foire, L-1528, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française; à la requête de ces mêmes parties comparantes et en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête de cet acte.

Et après lecture faite à la partie comparante, connue du notaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, la partie comparante a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: P. ROUX et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 4 janvier 2016. Relation: 1LAC/2016/69. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 11 janvier 2016.

Référence de publication: 2016006866/602.

(160005731) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2016.

Swisscanto (Lu) Portfolio Fund, Fonds Commun de Placement.

Das abgeänderte Verwaltungsreglement wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SWISSCANTO ASSET MANAGEMENT INTERNATIONAL S.A.

Référence de publication: 2016007110/8.

(160006079) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2016.

Swisscanto (Lu) Equity Fund, Fonds Commun de Placement.

Das abgeänderte Verwaltungsreglement wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SWISSCANTO ASSET MANAGEMENT INTERNATIONAL S.A.

Référence de publication: 2016007111/8.

(160006080) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2016.

Swisscanto (LU), Fonds Commun de Placement.

Das abgeänderte Verwaltungsreglement wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SWISSCANTO ASSET MANAGEMENT INTERNATIONAL S.A.

Référence de publication: 2016007112/8.

(160006081) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2016.

Agora Invest REM 2 SICAV SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-5884 Hesperange, 304, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 183.951.

Der Jahresabschluss zum 31. Dezember 2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016050008/9.

(160007909) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2016.

Next Gate Fund, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J-F Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 203.007.

STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the thirty-first day of December.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

1) Next Gate Capital S.A., incorporated under the laws of Luxembourg with its registered office at 2, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, here represented by Me Pauline Roux professionally residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 22 December 2015.

2) Mr. Pierre Schoen, born on 16 February 1952, in Strasbourg (France), with residence at Impasse de Coulet 48, 1162 St-Prex, Switzerland, represented by Me Pauline Roux, pursuant to a proxy dated 23 December 2015.

The proxies signed "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity in which she acts, has requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a company which they form between themselves:

Title I. Denomination, Registered office, Duration, Object

Art. 1. There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of shares of the Company hereafter issued, a company in the form of a société en commandite par actions qualifying as a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé under the name of "Next Gate Fund" (the "Company").

Art. 2. The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. If and to the extent permitted by law, the General Partner of the Company (as defined in Article 12) may decide to transfer the registered office to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg.

Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the General Partner. Within the same borough, the registered office may be transferred through simple resolution of the General Partner.

In the event that the General Partner determines that extraordinary political, economical, social or military events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg company.

Art. 3. The Company is established for an unlimited period. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation (the "Articles"), but only with the consent of the General Partner.

The Company shall not be dissolved in case the General Partner resigns, is liquidated, is declared bankrupt or is unable to continue its business. In such circumstances article 14 shall apply.

Art. 4. The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in transferable securities of any kind and other permitted assets, including shares or units in other undertakings for collective investment, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company is subject to the provisions of the law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as amended (the "Law of 2007"), and may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the Law of 2007.

Title II. Share capital - Shares

Art. 5. The capital of the Company shall be represented by shares of no par value and shall at any time be equal to the net assets of the Company as defined in Article 25 hereof.

The capital of the Company shall be represented by two categories of shares, namely management shares held by the General Partner as unlimited shareholder (actionnaire commandité) ("Management Shares") and ordinary shares held by the limited shareholders (actionnaires commanditaires) ("Ordinary Shares") of the Company.

Each Ordinary Share and Management Share shall be referred to as a "share" and collectively as the "shares", whenever the reference to a specific category of shares is not justified.

The initial subscribed capital is thirty-one thousand Euro (EUR 31,000) divided into 1 (one) Management Share and 309 (three hundred nine) Ordinary Shares, each of said shares being fully paid up upon incorporation of the Company.

The minimum capital of the Company shall be the minimum capital required by Luxembourg law and must be reached within twelve months after the date on which the Company has been authorised as a specialised investment fund under the Law of 2007.

The General Partner may, at any time, as it deems appropriate, decide to create one or more compartments or sub-funds within the meaning of article 71 of the Law of 2007 (each such compartment or sub-fund, a "Sub-Fund"). The shares to be issued in a Sub-Fund may, as the General Partner shall determine, be of one or more different classes (each such class, a "Class"), the features, terms and conditions of which shall be established by the General Partner.

For the purpose of these Articles, any reference hereinafter to "Class of shares" shall also mean a reference to "Category of shares", unless the context otherwise requires.

The Company constitutes a single legal entity, but the assets of each Sub-Fund shall be invested for the exclusive benefit of the shareholders of the corresponding Sub-Fund and the assets of a specific Sub-Fund are solely accountable for the liabilities, commitments and obligations of that Sub-Fund.

The General Partner may create each Sub-Fund for an unlimited or a limited period of time.

The proceeds from the issuance of shares of any Class within a Sub-Fund shall be invested in securities of any kind or other permitted assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of equity or debt securities or assets or with such other specific features, as the General Partner shall from time to time determine in respect of the relevant Sub-Fund.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Class of shares shall, if not expressed in Euro, be converted into Euro and the capital shall be the total of the net assets of all the Classes.

The general meeting of holders of shares of a Sub-Fund or Class, deciding with simple majority, or the General Partner may consolidate or split the shares of such Sub-Fund or Class.

Art. 6. The General Partner is authorised without limitation to issue further partly or fully paid shares at any time, in accordance with the procedures and subject to the terms and conditions determined by the General Partner and disclosed in the sales documents, without reserving to existing shareholders preferential or pre-emptive rights to subscription of the shares to be issued. Unless otherwise decided by the General Partner and disclosed in the sales documents, the issue price

shall be based on to the Net Asset Value for the relevant Sub-Fund or Class of shares as determined in accordance with the provisions of Article 25 hereof, as it may be adjusted by the General Partner according to the features of the relevant Class or Sub-Fund such as the investment and borrowing policy and the lifetime, plus a subscription charge, if any, as the sales documents may provide. For the avoidance of doubt, the issue price may among others also be based at any time on the initial subscription price for the relevant sub-Fund Class of Share, plus a subscription charge, if any, as the sales documents may provide.

Investors may directly subscribe to shares, as determined by the General Partner and disclosed in the sales documents.

The procedures relating to subscription of shares will be disclosed in the sales documents.

Ordinary Shares may only be subscribed by well-informed investors (investisseurs avertis) within the meaning of the Law of 2007 ("Eligible Investors").

The issue of shares shall be suspended, as the case may be, if the calculation of the Net Asset Value is suspended pursuant to Article 26 hereof.

The General Partner may decide to issue shares against contribution in kind in accordance with Luxembourg law. In particular, in such case, the assets contributed must be valued in a report issued by the Company's auditor, to the extent required by Luxembourg law. Moreover, assets with which the contribution is made shall be in conformity with the objectives, the investment policy of the Company and with the sales documents. Any costs incurred in connection with a contribution in kind shall be borne by the relevant shareholder.

The General Partner may, at its discretion, delay the acceptance of any application for subscription for shares until such time as the Company has received sufficient evidence that the applicant qualifies as an Eligible Investor.

In addition to any liability under applicable law, each shareholder who does not qualify as an Eligible Investor, and who holds shares in the Company, shall not engage the responsibility of and shall indemnify the Company, the General Partner, the other shareholders and the Company's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding circumstances where the relevant shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an Eligible Investor or has failed to notify the Company of its loss of such status.

Art. 7. The Company will issue shares in registered form only.

The Company shall decide whether share certificates shall be delivered to registered shareholders and under which conditions or whether registered shareholders shall receive a written confirmation of their shareholding.

Any share certificate shall be signed by the General Partner.

If share certificates are issued and if any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including a bond delivered by an insurance company but without restriction thereto, as the Company may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in place of which the new one has been issued shall become void.

The Company may, at its election, charge the shareholder for the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses undergone by the Company in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the annulment of the original share certificate.

Fractions of shares up to three decimal places will be issued if so decided by the General Partner. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets and any distributions attributable to the relevant Class of Shares on a pro rata basis.

A register of registered shares (the "Register") shall be kept by a person responsible for the maintenance of the Register appointed by the General Partner, and such Register shall contain the name of each owner of shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company, the number and Class of shares held, the amount paid in on the shares, and the bank wiring details of the shareholder.

The inscription of the shareholder's name in the Register evidences his right of ownership of such registered shares.

The General Partner may accept and enter in the Register a transfer on the basis of any appropriate document(s) recording the transfer between the transferor and the transferee. Transfers of shares are conditional upon the proposed transferee qualifying as an Eligible Investor. Transfers of shares shall be effected by inscription of the transfer in the Register upon delivery to the Company of a completed transfer form together with such other documentation as the Company may require.

Shareholders shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the Register. Shareholders may, at any time, change their address as entered into the Register by means of a written notification to the Company from time to time.

The Company recognizes only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of such share(s) is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single person to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such person implies a suspension of all rights attached to such share(s).

Art. 8. Restriction on ownership. The General Partner shall have power to impose such restrictions as it may think necessary for the purpose of ensuring that no shares in the Company are acquired or held by (a) any person not qualifying

as an Eligible Investor (such person including any citizen of the United States of America, "U.S. Persons" as defined hereafter, or companies or enterprises qualified by the General Partner as a person precluded from holding shares in the Company), (b) any person in breach of the law or requirement of any country or governmental authority or (c) any person in circumstances which in the opinion of the General Partner might result in the Company incurring any liability or taxation or suffering any pecuniary disadvantage which the Company might not otherwise have incurred or suffered. More specifically, the Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, and without limitation, by any "U.S. Person", as defined hereafter.

For such purposes the Company may:

a) decline to issue any share or to register any transfer of any share where it appears to it that such registry would or might result in such share being directly or beneficially owned by a person, who is precluded from holding shares in the Company;

b) at any time require any person whose name is entered in the Register to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's share rests or will rest in a person who is precluded from holding shares in the Company;

c) decline to accept the vote of any person who is precluded from holding shares in the Company at any meeting of shareholders of the Company; and

d) where it appears to the Company that any person, who is precluded from holding shares or a certain proportion of the shares in the Company or whom the Company reasonably believes to be precluded from holding shares in the Company, either alone or in conjunction with any other person is beneficial owner of shares, (i) direct such shareholder to (a) transfer his shares to a person qualified to own such shares, or (b) request the Company to redeem his shares, or (ii) compulsorily redeem from any such shareholder all shares held by such shareholder in the following manner:

1) The Company shall serve a notice (hereinafter called the "redemption notice") upon the shareholder holding such shares or appearing in the Register as the owner of the shares to be redeemed, specifying the shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such shares, and the place at which the redemption price in respect of such shares is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate or certificates (if issued) representing the shares specified in the redemption notice. Immediately after the close of business on the date specified in the redemption notice, such shareholder shall cease to be a shareholder and the shares previously held or owned by him shall be cancelled;

2) The price at which the shares specified in any redemption notice shall be redeemed (herein called the "redemption price") shall be an amount equal to the Net Asset Value per share of shares in the Company of the relevant Class, determined in accordance with Article 25 hereof less any service charge (if any); where it appears that, due to the situation of the shareholder, payment of the redemption price by the Company, the General Partner, any of their agents and/or any other intermediary may result in either the Company, any of its agents and/or any other intermediary to be liable to a foreign authority for the payment of taxes or other administrative charges, the Company or the General Partner may further withhold or retain, or allow any of their agents and/or other intermediary to withhold or retain, from the redemption price an amount sufficient to cover such potential liability until such time that the shareholder provide the Company, the General Partner, any of their agents and/or any other intermediary with sufficient comfort that their liability shall not be engaged, it being understood (i) that in some cases the amount so withheld or retained may have to be paid to the relevant foreign authority, in which case such amount may no longer be claimed by the shareholder, and (ii) that potential liability to be covered may extend to any damage that the Company, the General Partner, any of their agents and/or any other intermediary may suffer as a result of their obligation to abide by confidentiality rules;

3) payment of the redemption price will be made to the shareholder appearing as the owner thereof in the currency of denomination for the relevant Class of shares and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such person but only, if a share certificate shall have been issued, upon surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified in such notice. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the shares specified in such redemption notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the thereof owner to receive the price so deposited (without interest) from such bank as aforesaid.

4) The exercise by the Company of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any redemption notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

Whenever used in these Articles, the term "U.S. person" shall have the same meaning as in Regulation S, as amended from time to time, of the United States Securities Act of 1933, as amended (the "1933 Act") or as in any other regulation or act which shall come into force within the United States of America and which shall in the future replace Regulation S of the 1933 Act or which may further define the term "U.S. person".

The General Partner may, from time to time, amend or clarify the aforesaid meaning.

Art. 9. Redemption and Conversion of Shares. As is more specifically prescribed herein below, the Company has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitations set forth by law.

Any shareholder may request the redemption of all or part of his shares by the Company under the terms, conditions and limits set forth by the General Partner in the sales documents. Any redemption request must be filed by such shareholder in written form, subject to the conditions set out in the sales documents of the Company, at the registered office of the Company or with any other person or entity appointed by the Company as its agent for redemption of shares, together with the delivery of the certificate(s) for such shares in proper form (if issued).

Unless otherwise decided by the General Partner and disclosed in the sales documents, the redemption price shall be based on the Net Asset Value for the relevant Class of shares as determined in accordance with the provisions of Article 25 hereof less a redemption charge, if any, as the sales documents may provide. This price may be rounded up or down to three decimal places, as the General Partner may determine, and such rounding to accrue to the benefit of the Company, as the case may be. From the redemption price there may further be deducted any deferred sales charge if such shares form part of a Class in respect of which a deferred sales charge has been contemplated in the sales documents. The redemption price per share shall be paid within a period as determined by the General Partner which shall not exceed 30 Luxembourg bank business days, from the effective calculation day provided that the share certificates, if issued, and any requested documents have been received by the Company, subject to Article 26 hereof.

The General Partner may determine the notice period, if any, required for lodging any redemption request of any specific Class or Classes. The specific period for payment of the redemption proceeds of any Class of shares of the Company and any applicable notice period as well as the circumstances of its application will be publicised in the sales documents relating to the sale of such shares.

The General Partner may delegate to any duly authorised director or officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty of accepting requests for redemption and effecting payment in relation thereto.

The General Partner may (subject to the principle of equal treatment of shareholders and the consent of the shareholder (s) concerned) satisfy redemption requests in whole or in part in kind by allocating to the redeeming shareholders investments from the portfolio in value equal to the Net Asset Value attributable to the shares to be redeemed as described in the sales documents.

To the extent required by law or so as to ensure the fair treatment of all the shareholders, such redemption will be subject to a special audit report by the auditor of the Company confirming the number, the denomination and the value of the assets which the General Partner will have determined to be contributed in counterpart of the redeemed shares. This audit report will also confirm the way of determining the value of the assets which will have to be identical to the procedure of determining the Net Asset Value of the shares.

The specific costs for such redemptions in kind, in particular the costs of the special audit report, will have to be borne by the shareholder requesting the redemption in kind or by a third party, but will not be borne by the Company unless the General Partner considers that the redemption in kind is in the interest of the Company or made to protect the interests of the Company.

Any request for redemption shall be irrevocable except in the event of suspension of redemption pursuant to Article 26 hereof or a deferral of the redemption request or of the payment of such redemption as provided for herein. In the absence of revocation, redemption will occur as at the first applicable Valuation Date after the end of the suspension period.

Unless otherwise provided for in the sales documents, any shareholder may request conversion of whole or part of his shares of one Class of a Sub-Fund into shares of another Class of that or another Sub-Fund at the respective Net Asset Values of the shares of the relevant Classes, provided that the General Partner may impose such restrictions between Classes of shares as disclosed in the sales documents as to, inter alia, frequency of conversion, and may make conversions subject to payment of a charge as specified in the sales documents.

The conversion request may not be accepted unless any previous transaction involving the shares to be converted has been fully settled by such shareholder.

If, with respect to any Valuation Date, redemption requests and conversion requests relate to more than a certain level, as determined by the General Partner and disclosed in the sales documentation, of the Net Asset Value of a specific Sub-Fund, the General Partner may decide that part or all of such requests or the payment of such requests will be deferred for such period as the General Partner considers to be in the best interest of the Sub-Fund. Redemptions shall be limited with respect to all shareholders seeking to redeem shares as at a same day so that each such shareholder shall have the same percentage of its redemption or conversion request honoured. With respect to the next Valuation Date following such deferral period, the balance of such redemption or conversion requests will be met in priority to later requests, subject to the same limitations as above.

If a redemption or conversion would reduce the value of the holdings of a single shareholder of shares of one Sub-Fund or Class below the minimum holding amount as the General Partner shall determine from time to time, then the General Partner may decide that this request be treated as if such shareholder had requested the redemption or conversion, as the case may be, of all his shares of such Sub-Fund or Class.

The General Partner may in its absolute discretion compulsorily redeem or convert any holding with a value of less than the minimum holding amount to be determined from time to time by the General Partner and to be published in the sales documents of the Company.

Title III. Liability of holders of shares

Art. 10. The holders of Management Shares ("Unlimited Shareholders") are jointly and indefinitely and severally liable for all liabilities of the Company which can not be met out of the assets of the Company.

The holders of Ordinary Shares (the "Limited Shareholders") shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity other than by exercising their rights as shareholders in general meetings and shall only be liable for payment to the Company of the full subscription price of each Ordinary Share for which they subscribed and have been issued and other liabilities towards the Company. In particular the owners of Ordinary Shares shall not be liable for the debt, liabilities and obligations of the Company beyond the amounts of such payments.

Art. 11. The Management Shares held by the General Partner are exclusively transferable to a successor or additional general partner with unlimited liability.

Title IV. Management and supervision

Art. 12. The Company shall be managed by Next Gate Capital S.A. (the "General Partner"), in its capacity as Unlimited Shareholder of the Company.

Art. 13. The General Partner is invested with the broadest power to perform all acts of administration and disposition in compliance with the Company's corporate object. All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the General Partner.

The General Partner shall, based upon the principle of spreading of risks, determine the corporate and investment objective and policy and the course of conduct of the management and business affairs of the Company.

The General Partner shall also determine any restrictions which shall from time to time be applicable to the investments of the Company.

It shall have the power on behalf and in the name of the Company to carry out any and all of the purposes of the Company and to perform all acts and enter into and perform all contracts and other undertakings that it may deem necessary, advisable or useful or incidental thereto. Except as otherwise expressly provided, the General Partner has, and shall have, full authority in its discretion to exercise, on behalf of and in the name of the Company, all rights and powers necessary or convenient to carry out the purposes of the Company.

The General Partner may, from time to time, appoint officers or agents of the Company considered necessary for the operation and management of the Company, provided however that the holders of Ordinary Shares may not act on behalf of the Company without jeopardising their limited liability.

The officers and/or agents appointed, unless otherwise stipulated in the Articles, shall have the powers and duties given to them by the General Partner.

The General Partner may appoint special committees, such as investment and advisory committees, as described more fully in the sales documents, in order to perform certain tasks and functions expressly delegated to such committee(s).

Art. 14. The Company will be bound towards third parties by the sole signature of the General Partner, acting through one or more of its duly authorised signatories such as designated by the General Partner at its sole discretion, or such person (s) to which such power has been delegated.

Any litigation involving the Company either as plaintiff or as defendant will be handled in the name of the Company by the above mentioned General Partner.

In the event of legal incapacity, liquidation or other permanent situation preventing the General Partner from acting as manager of the Company, the Company shall not be dissolved and liquidated, provided the person(s) that was/were the manager(s) of the General Partner at the time of such event appoint(s) an administrator, who need not to be a shareholder, to effect urgent or mere administrative acts, until a general meeting of shareholders is held, which such administrator shall convene within fifteen days of his appointment. At such general meeting, the shareholders may appoint, in accordance with the quorum and majority requirements for amendment of the Articles, a successor General Partner. Failing such appointment, the Company shall be dissolved and liquidated.

Art. 15. Co-Management and Pooling. The General Partner may authorise investment and management of all or any part of the portfolio of assets established for two or more Sub-Funds on a pooled basis, or of all or any part of the portfolio of assets of the Company on a co-managed or cloned basis with assets belonging to other collective investment schemes, all subject to appropriate disclosure and compliance with applicable regulations, and as more fully described in the sales documents for the shares.

Art. 16. No contract or other transaction between the Company and any other company or entity shall be affected or invalidated by the fact that the General Partner or any one or more of the shareholders, managers or officers of the General Partner is/are interested in, or is a shareholder, director, officer or employee of such other company or entity with which the Company shall contract or otherwise engage in business. The General Partner or such officers shall not by reasons of such affiliation with such other company or entity be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Art. 17. Approved Statutory Auditor. The operations of the Company and its financial situation including in particular its books shall be supervised by an approved statutory auditor ("réviseur d'entreprises agréé") who shall satisfy the requirements of Luxembourg law as to honorability and professional experience and who shall carry out the duties prescribed by the Law of 2007. The approved statutory auditor shall be elected by the annual general meeting of shareholders until the next annual general meeting of shareholders and until its successor is elected.

The approved statutory auditor in office may only be removed by the shareholders on serious grounds.

Title V. General meeting

Art. 18. The general meeting of shareholders shall represent all the shareholders of the Company. Without prejudice of the provisions of Article 13 of these Articles and to any other powers reserved to the General Partner by these Articles, it shall have the powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company provided that, unless otherwise provided herein, no resolution affecting the interest of the Company vis-à-vis third parties or amending the Articles shall be validly passed unless approved by the General Partner.

General meetings of shareholders shall be convened by the General Partner. General meetings of shareholders shall be convened pursuant to a notice given by the General Partner setting forth the agenda and sent by registered letter at least eight (8) days prior to the meeting to each shareholder at the shareholder's address recorded in the Register.

Art. 19. The annual meeting of shareholders will be held in Luxembourg at the registered office of the Company on the second Wednesday of the month of June at 11.30 p.m. (CET). If such a day is not a business day in Luxembourg, the meeting will be held on the preceding business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the General Partner, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

If all the shareholders are present or represented at the general meeting of the shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

All shareholders are invited to attend and speak at all general meetings of shareholders. A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing another person, who need not be a shareholder, as his proxy, in writing or by telefax or any other means of transmission approved by the General Partner capable of evidencing such proxy. Such proxy shall be deemed valid, provided that it is not revoked, for any reconvened shareholders' meeting. The general meetings of the shareholders shall be presided by the General Partner or by a person designated by the General Partner. The chairman of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary. The general meeting of shareholders may elect a scrutineer.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at the meeting of shareholders duly convened will be passed by an absolute majority of the votes cast. Except as otherwise provided herein or required by law, no resolution affecting the interest of the Company vis-à-vis third parties or amending the Articles shall be validly passed unless approved by the General Partner.

Art. 20. At any general meeting of shareholders convened in order to amend the Articles, including its corporate object or to resolve on issues for which the law refers to the conditions required for the amendment of the Articles, the quorum shall be at least one half of the capital of the Company. If the quorum requirement is not fulfilled during the first meeting, a second meeting may be convened in accordance with the law. Any notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the result of the preceding meeting. The second meeting may validly deliberate irrespective of the portion of the shares represented.

In both meetings resolutions must be passed by at least two thirds of the votes cast, provided that no resolution shall be validly passed unless approved by the General Partner.

Art. 21. The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the board of the meeting. Copies or extracts of these minutes to be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the General Partner.

Title VI. Accounting year, Allocation of profits

Art. 22. The accounting year of the Company shall begin on 1st January and shall terminate on 31st December of the same year.

Art. 23. Appropriation of profits. The general meeting of shareholders, upon recommendation of the General Partner, shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of and may, without ever exceeding the amounts proposed by the General Partner, declare dividends from time to time.

Interim dividends may be distributed upon decision of the General Partner.

No distribution of dividends may be made if, as a result thereof, the capital of the Company falls below the minimum prescribed by law.

A dividend declared but not paid on a share during five years cannot thereafter be claimed by the holder of such share, shall be forfeited by the holder of such share, and shall revert to the Company.

No interest will be paid on dividends declared and unclaimed which are held by the Company on behalf of holders of shares.

Title VII. Valuation - Determination of net asset value

Art. 24. Valuation Date/Frequency of calculation of net asset value per share. The net asset value (the "Net Asset Value") of Shares shall, for the purposes of the redemption, conversion and issue of shares, be determined by the Company, under the responsibility of the General Partner, from time to time, but in no instance less than once per year, as the General Partner by regulation may direct (every such day or time for determination of net asset value being referred to herein as a "Valuation Date").

Art. 25. Determination of net asset value per share. The Net Asset Value per Share of each Class of each Sub-Fund shall be determined by dividing the value of the assets attributable to each Class of Shares, including accrued income, less the liabilities attributable to such Class by the total number of Shares in the relevant Class then outstanding. The Net Asset Value per Share shall be calculated to three decimal places.

The assets of the Company shall be deemed to include:

- a) all cash in hand or receivable or on deposit, including accrued interest;
- b) all bills and notes payable on demand and any amounts due (including the proceeds of securities sold but not collected);
- c) all securities, shares, bonds, debentures, options or subscription rights, futures contracts, warrants and other investments and securities belonging to the Company;
- d) all dividends and distributions due to the Company in cash or in kind to the extent known to the Company (the Company may however adjust the valuation to fluctuations in the market value of securities due to trading practices such as trading ex-dividends or ex-rights);
- e) all accrued interest on any securities held by the Company except to the extent such interest is comprised in the principal thereof;
- f) the preliminary expenses of the Company insofar as the same have not been written off, provided that such preliminary expenses may be written off directly from the capital of the Company; and
- g) all other assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

I. The Company's assets will be valued as of each Valuation Date as follows:

- a) shares or units in open-ended investment vehicles will be valued at the actual net asset value for such shares or units as of the relevant Valuation Date, failing which they shall be valued at the estimated net asset value as of such Valuation Date, failing which they shall be valued at the last available net asset value whether estimated or actual which is calculated prior to such Valuation Date whichever is the closer to such Valuation Date, provided that if events have occurred which may have resulted in a material change in the net asset value of such shares or units since the date on which such actual or estimated net asset value was calculated, the value of such shares or units may be adjusted in order to reflect, in the reasonable opinion of the Company, such change;
- b) shares or units in investment vehicles the issue or redemption of which is restricted, and in respect of which a secondary market is maintained by dealers who, as principal market-makers, offer prices in response to market conditions will be valued by the Company in line with such prices;
- c) the value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the Company may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;
- d) securities (including a share or unit in a closed-ended investment vehicle) and/or financial derivative instruments which are listed on any official stock exchange or traded on any other organised market will be valued at the last available stock price. Where such securities or other assets are quoted or dealt in or on more than one stock exchange or other organised markets, the Company shall select the principal of such stock exchanges or markets for such purposes;
- e) in the event that any of the securities held in any Sub-Fund's portfolio on the relevant day are not listed on any stock exchange or traded on any organised market or if with respect to securities listed on any stock exchange or traded on any other organised market, the price as determined pursuant to sub paragraph d) is not, in the opinion of the General Partner, representative of the fair market value of the relevant securities, the value of such securities will be determined prudently and in good faith based on the reasonably foreseeable sales price or any other appropriate valuation principles;
- f) the financial derivative instruments which are not listed on any official stock exchange or traded on any other organised market will be valued in a reliable and verifiable manner on each Valuation Date and verified by a competent professional appointed by the Company;
- g) swap contracts will be valued according to generally accepted valuation rules that can be verified by auditors. Asset based swap contracts will be valued by reference to the market value of the underlying assets. Cash flow based swap contracts will be valued by reference to the net present value of the underlying future cash flows; and
- h) any assets or liabilities in currencies other than the Base Currency will be converted using the relevant spot rate quoted by a bank or other responsible financial institution.

In circumstances where the interests of the Company, of any Sub-Fund or its Shareholders so justify (avoidance of market timing practices, for example), the General Partner may take any appropriate measures, such as applying a fair pricing methodology to adjust the value of the Company's assets, as further described herein. Such fair value pricing

methodology will be determined in accordance with procedures established by the General Partner and the Company. When the Company uses fair value pricing, it may take into account any factors it deems appropriate. The General Partner may determine fair value based upon developments related to a specific security or current valuations of markets. The prices of securities used by the General Partner to calculate the Net Asset Value of the Company or any Sub-Fund may differ from quoted or published prices for the same securities. Fair value pricing involves subjective judgments and it is possible that the fair value determined for a security is materially different than the value that could be realised upon the sale of that security. If any of the aforesaid valuation principles does not reflect the valuation method commonly used in specific markets or if any such valuation principles does not seem accurate for the purpose of determining the value of the Company's assets, the General Partner may fix different valuation principles in good faith and in accordance with generally accepted valuation principles and procedures.

In circumstances where the interests of the Company, of any Sub-Fund or its Shareholders so justify (avoidance of market timing practices, for example), the Company may take any appropriate measures, such as applying a fair pricing methodology to adjust the value of the Company's assets, as further described herein. Such fair value pricing methodology will be determined in accordance with procedures established by the General Partner and the Company. When the Company uses fair value pricing, it may take into account any factors it deems appropriate. The General Partner may determine fair value based upon developments related to a specific security or current valuations of markets. The prices of securities used by the General Partner to calculate the Net Asset Value of the Company or any Sub-Fund may differ from quoted or published prices for the same securities. Fair value pricing involves subjective judgments and it is possible that the fair value determined for a security is materially different than the value that could be realised upon the sale of that security.

If any of the aforesaid valuation principles does not reflect the valuation method commonly used in specific markets or if any such valuation principles does not seem accurate for the purpose of determining the value of the Company's assets, the Company may fix different valuation principles in good faith and in accordance with generally accepted valuation principles and procedures.

In circumstances where one or more pricing sources fail to provide valuations for an important part of the assets to the administrative agent, preventing the latter to determine the subscription and redemption prices, the administrative agent shall inform the General Partner who may decide to suspend the Net Asset Value calculation.

The value of all assets and liabilities not expressed in the reference currency of a Sub-Fund will be converted into the reference currency of such Sub-Fund at the rate of exchange prevailing in Luxembourg as at the relevant Valuation Date. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the General Partner.

For the avoidance of doubt, the provisions of this Article 25 are rules for determining Net Asset Value per Share and are not intended to affect the treatment for accounting or legal purposes of the assets and liabilities of the Company or any securities issued by the Company.

II. The liabilities of the Company shall include (without limitation):

- 1) all loans, bills and accounts payable;
- 2) all accrued or payable fees and expenses (including administrative expenses, management fees, including incentive fees, depositary fees, central administrative agent's and registrar and transfer agent's fees);
- 3) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company;
- 4) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Date, as determined from time to time by the Company, and other reserves (if any) authorized and approved by the General Partner, as well as such amount (if any) as the General Partner may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;
- 5) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles. In determining the amount of such liabilities the Company shall take into account all expenses payable by the Company which shall comprise but not be limited to fees payable to its General Partner, investment managers/ advisers, including performance fees, if any, fees and expenses payable to its depositary and its correspondents, domiciliary and corporate agent, administrative agent, the registrar and transfer agent, listing agent, any paying agent, any distributor, any permanent representatives in places of registration, as well as any other agent employed by the Company, fees and expenses for legal, accounting and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any government agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, printing, advertising and distributing prospectuses, explanatory memoranda, periodical reports or registration statements, the cost of printing share certificates, if any, and the costs of any reports to the shareholders, expenses incurred in determining the Company's Net Asset Value, the costs of convening and holding shareholders' meetings, all taxes, duties, governmental and similar charges, and all other operating expenses, including the costs of buying and selling assets, reasonable traveling costs in connection with the selection of local or regional investment structures and of investments in such investment structures, the costs of publishing the issue, redemption and conversion prices, if applicable, interest, bank charges, currency conversion costs and brokerage, postage, telephone and telex. The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or

recurring nature based on an estimated amount ratably for yearly or other periods, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

III. The Company will establish a separate pool of assets and liabilities in respect of each Sub-Fund and the assets and liabilities shall be allocated in the following manner:

(a) within any Sub-Fund, the General Partner may determine to issue Classes subject to different terms and conditions, including, without limitation, Classes subject to (i) a specific distribution policy entitling the holders thereof to dividends or no distributions, (ii) specific subscription and redemption charges, (iii) a specific fee structure and/or (iv) other distinct features;

(b) if a Sub-Fund issues shares of two or more Classes, the assets attributable to such Classes shall be invested in common pursuant to the specific investment objective, policy and restrictions of the Sub-Fund concerned;

(c) the net proceeds from the issue of shares of a Class are to be applied in the books of the Company to that Class of shares and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto are applied to such Class of shares subject to the provisions set forth below;

(d) where any income or asset is derived from another asset, such income or asset is applied in the books of the Company to the same Sub-Fund or Class as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value is applied to the relevant Sub-Fund or Class;

(e) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular Sub-Fund or Class or to any action taken in connection with an asset of a particular Sub-Fund or Class, such liability is allocated to the relevant Sub-Fund or Class;

(f) if any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular Sub-Fund or Class, such asset or liability will be allocated to all the Sub-Funds or Classes pro rata to their respective net asset values, or in such other manner as the General Partner, acting in good faith, may decide; and

(g) upon the payment of distributions to the holders of any Class of shares, the Net Asset Value of such Class shall be reduced by the amount of such distributions.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision in calculating the Net Asset Value taken by the General Partner or by any agent which the General Partner may appoint for the purpose of calculating the Net Asset Value, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

IV. For the purpose of this Article:

1) shares of the Company to be redeemed under Article 9 shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the General Partner as at the Valuation Date with respect to which such valuation is made and from such time and until paid by the Company the price therefor shall be deemed to be a liability of the Company;

2) shares to be issued by the Company shall be treated as being in issuance as from the time specified by the General Partner as at the Valuation Date with respect to which such valuation is made and from such time and until received by the Company the price therefore shall be deemed to be a debt due to the Company;

3) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the reference currency of the relevant Sub-Fund shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the Net Asset Value of shares; and

4) where as at any Valuation Date the Company has contracted to:

- purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;

- sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Company;

provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known as at such Valuation Date, then its value shall be estimated by the Company.

Art. 26. Temporary suspension of calculation of Net Asset Value per Share and of issue of shares. The Company may suspend the determination of the Net Asset Value of one or more Sub-Funds and, if relevant, the issue, redemption and conversion of shares of such Sub-Fund(s):

(a) when one or more recognised markets which provides the basis for valuing a substantial portion of the assets owned by the Company attributable to such Sub-Fund(s) are closed other than for or during holidays or if dealings therein are restricted or suspended; or

(b) when, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the control, responsibility or power of the Company, disposal of assets owned by the Company and attributable to such Sub-Fund(s) is not reasonably practicable without this being seriously detrimental to the interests of the shareholders or if in the opinion of the Company issue or, as the case may be, redemption prices cannot fairly be calculated; or

(c) in the event of a breakdown of the means of communications normally used for valuing any part of the Sub-Fund(s) or if for any reason, beyond the control of the General Partner, the value of any Sub-Fund may not be determined as rapidly and accurately as required; or

(d) if, as a result of exchange restrictions or other restrictions affecting the transfer of funds, transactions on behalf of the Company in respect of the Sub-Fund(s) are rendered impracticable or if purchases, sales, deposits and withdrawals of the assets owned by the Company and attributable to such Sub-Fund(s) cannot be effected at the normal rates of exchange; or

(e) during any period when in the opinion of the General Partner there exist circumstances outside of the control of the General Partner where it would be impracticable or unfair towards the shareholders to continue dealing in shares of any Sub-Fund of the Company; or

(f) in case of a proposal to dissolve and liquidate the Company or a Sub-Fund, on or after the day of publication of the first notice convening the general meeting of shareholders for that purpose; or

(g) in case of a merger of a Sub-Fund with another Sub-Fund of the Company, or of another Company (or Sub-Fund thereof), or in case of the merger of the Company within another Company, provided such suspension is in the interest of the Shareholders;

Notice of the beginning and of the end of any period of suspension shall be given by the Company to all the shareholders affected, i.e. having made an application for subscription, redemption or conversion of shares for which the calculation of the Net Asset Value has been suspended.

Any application for subscription, redemption or conversion of shares is irrevocable except, if relevant, in case of suspension of the calculation of the Net Asset Value of the relevant Sub-Fund or Class, in which case shareholders may give notice that they wish to withdraw their application. If no such notice is received by the Company, such application will be dealt with respect to the first applicable Valuation Date following the end of the period of suspension.

Art. 27. Depositary Agreement. The Company shall enter into a depositary agreement with a bank, which shall satisfy the requirements of the Luxembourg laws and in particular the Law of 2007 (the "Depositary").

In case of withdrawal, whether voluntarily or not, of the Depositary, the Depositary will remain in function until the appointment, which must happen within two months, of another eligible credit institution.

Title VIII. Dissolution, Liquidation

Art. 28. In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or more liquidators named by the general meeting of shareholders effecting such dissolution upon proposal by the General Partner. Such meeting shall determine their powers and their remuneration. The net proceeds may be distributed in kind to the holders of shares.

Art. 29. Liquidation and Merger of sub-funds or classes of shares. If the net assets of any Sub-Fund or Class fall below or do not reach an amount determined by the General Partner to be the minimum level for such Sub-Fund or such Class to be operated in an economically efficient manner or if a change in the economic or political situation relating to the Sub-Fund or Class concerned justifies it, or because it is deemed to be in the best interest of the relevant Shareholders, the General Partner has the discretionary power to liquidate such Sub-Fund or Class by compulsory redemption of Shares of such Sub-Fund or Class at the Net Asset Value per Share determined as at the Valuation Date at which such a decision shall become effective (taking into account the anticipated realisation and liquidation costs for closing of the relevant Sub-Fund or Class). The decision to liquidate will be notified to the Shareholders concerned by the Company prior to the effective date of the liquidation and this notice will indicate the reasons for, and the procedures of, the liquidation operations. Unless the General Partner decides otherwise in the interest of, or in order to ensure equal treatment of, the Shareholders, the Shareholders of the Sub-Fund or Class concerned may continue to request redemption or conversion of their Shares free of redemption or conversion charges (but taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses).

Notwithstanding the powers conferred to the General Partner by the preceding paragraph, a general meeting of Shareholders of any Sub-Fund or Class may, upon proposal from the General Partner, redeem all the Shares of such Sub-Fund or Class and refund to the Shareholders the Net Asset Value of their Shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) determined as at the Valuation Date at which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such a general meeting of Shareholders at which resolutions shall be adopted by simple majority of those present or represented.

Upon the circumstances provided for under the second paragraph of this section, the General Partner may decide to allocate the assets of any Sub-Fund to those of another existing Sub-Fund within the Company or to another undertaking for collective investment ("UCI"), or to another Sub-Fund within such other UCI (the "New Sub-Fund") and to re-designate the Shares of the Sub-Fund concerned as Shares of the New Sub-Fund (following a split or consolidation, if necessary and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to Shareholders). Such decision will be notified to the Shareholders concerned (and, in addition, the notification will contain information in relation to the New Sub-Fund), one month before the date on which the amalgamation becomes effective in order to enable Shareholders to request redemption or conversion of their Shares, free of charge, during such period. After such period, the decision commits the entirety of Shareholders who have not used this possibility, provided however that, if the amalgamation is to be implemented

with a Luxembourg UCI of the contractual type ("fonds commun de placement") or a foreign based UCI, such decision shall be binding only on the Shareholders who are in favour of such amalgamation.

Notwithstanding the powers conferred to the General Partner by the preceding paragraph, a contribution of the assets and liabilities attributable to any Sub-Fund to another Sub-Fund of the Company may be decided upon by a general meeting of the Shareholders, upon proposal from the General Partner, of the contributing Sub-Fund for which there shall be no quorum requirements and which shall decide upon such an amalgamation by resolution adopted by simple majority of those present or represented.

Title IX. General provisions

Art. 30. All matters not governed by these articles of incorporation are to be determined in accordance with the law of 10th August 1915 on commercial companies as amended and the Law of 2007.

Transitory provisions

Notwithstanding Article 19 of the present Articles, the first annual meeting of shareholders will be held on the second Wednesday of the month of June 2017 at 11.30 a.m. If such a day is not a business day in Luxembourg, the meeting will be held on the preceding business day.

The first accounting year will begin on the date of incorporation of the Company and will end on 31 December 2016.

Subscription and payment

The subscribers have subscribed for the number of shares and have paid in cash the amounts as mentioned hereafter:

Subscriber	Management Shares	Ordinary Shares	Subscribed Capital
Next Gate Capital S.A.	1	0	100 EUR
Pierre Schoen	0	309	30,900 EUR
Total	1	309	31,000 EUR

Proof of the payment in cash of the abovementioned amount has been given to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 3,000.-

Statements

The undersigned notary declares that he has verified the conditions laid down in articles 26, 26-3 and 26-5 of the Company Law and expressly confirms that they have been observed.

General meeting of shareholders

The above named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as fully convened, have immediately proceeded to an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, they have passed the following resolutions by unanimous vote.

First resolution

The following is elected approved statutory auditor ("réviseur d'entreprises agréé") until the next general meeting of shareholders: KPMG Luxembourg, Société coopérative, 39, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg

Second resolution

The registered office of the Company is fixed at 33A, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary by her name, surname, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Signé: P. ROUX et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 4 janvier 2016. Relation: 1LAC/2016/73. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 11 janvier 2016.

Référence de publication: 2016007687/650.

(160007426) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2016.

Vivalto International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1263 Luxembourg, 1, rue Aristide Briand.

R.C.S. Luxembourg B 190.328.

L'an deux mille seize, le douze janvier.

Par-devant Maître Paul Bettingen, notaire de résidence Niederanven (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

Le conseil de gérance de la société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois Vivalto International S.à r.l., ayant son siège social au L-1263 Luxembourg, 1, rue Aristide Briand, inscrite au R.C.S. Luxembourg sous la section B et le numéro 190 328, constituée par acte du notaire Jean-Paul Meyers, alors de résidence à Rambrouch, en date du 11 septembre 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 30 octobre 2014, numéro 3184 et modifié par acte du notaire Jean-Paul Meyers, précité, de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 23 juillet 2015, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 29 septembre 2015, numéro 2657, ayant un capital social actuel de EUR 28.692.218,- (vingt-huit millions six cent quatre-vingt-douze mille deux cent dix-huit Euros) divisé en 28.692.218 (vingt-huit millions six cent quatre-vingt-douze mille deux cent dix-huit) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 1,- (un Euro) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées, (encore appelée Société Absorbante),

Ici représentée par Madame Sophie Mathot, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Senningerberg, habilitée aux fins des présentes par décisions du conseil de gérance de Vivalto International S.à r.l., prises en date du 5 janvier 2016.

Copie des prédites décisions du conseil de gérance, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Exposé

La partie comparante, telle que représentée, requiert le notaire instrumentant d'acter ses déclarations suivant résolutions de son conseil de gérance, faites en application de l'article 274 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée (la "Loi").

La partie comparante, telle que représentée, constate;

Qu'en application des articles 278 et suivants de la Loi, la Société Absorbante DETENANT L'INTEGRALITE (100%) DES PARTS SOCIALES représentant la totalité du capital social de la société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois dénommée DC Lux S.à r.l., ayant son siège social au L-1263 Luxembourg, 1, rue Aristide Briand, inscrite au R.C.S. Luxembourg sous la section B et le numéro 129 907, constituée par acte de Maître Joseph Elvinger alors notaire de résidence à Luxembourg, le 20 juin 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 31 août 2007 numéro 1852, ayant un capital social actuel de EUR 12.500,- (douze mille cinq cents Euros), représenté par 500 (cinq cents) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 25,- (vingt-cinq Euros) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées (encore appelée Société Absorbée), a absorbé ladite société conformément au projet de fusion passé par acte authentique en date du 19 novembre 2015 par-devant le notaire soussigné, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 3210 du 27 novembre 2015.

Qu'aucune approbation de la fusion, ni par l'assemblée générale de la Société Absorbante, ni par l'assemblée générale de la Société Absorbée, n'a été nécessaire, les conditions de l'article 279 de la Loi ayant été observées.

Qu'aucun actionnaire de la Société Absorbante n'ayant requis la convocation d'une assemblée, la fusion se trouvait réalisée un mois après le 27 novembre 2015, date de la publication du projet de fusion dans le Mémorial C.

Qu'en ces circonstances, la fusion se trouvait réalisée au 28 décembre 2015, et a entraîné de plein droit et simultanément les effets visés à l'article 274 de la Loi, notamment que la Société Absorbée DC Lux S.à r.l. a cessé d'exister.

Qu'enfin les conditions de l'article 279 de la Loi ayant été observées, la fusion aura effet à l'égard des tiers après la publication du présent acte suivant les prescrits de l'article 273 de la Loi.

Les frais et honoraires des présentes sont à la charge de la Société Absorbante.

Pour l'exécution des présentes, il est élu domicile par la partie comparante en son siège social.

Conformément à l'article 271 (2) de la Loi, le notaire soussigné déclare par la présente qu'il a effectué les vérifications nécessaires et certifie l'existence et la validité des actes et formalités entrepris par les Sociétés Fusionnantes.

Dont acte, fait et passé à Senningerberg date qu'en tête des présentes.

Après lecture faite au mandataire de la partie comparante et interprétation leur donnée en langue française, connu du notaire instrumentant par nom, prénom, état et demeure, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Sophie Mathot, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C.1, le 12 janvier 2016. 1LAC / 2016 / 938. Reçu 12.-€

Le Receveur (signé): Paul Molling.

- Pour copie conforme - délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 18 janvier 2016.

Référence de publication: 2016054749/58.

(160013548) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2016.

Allegro Beau Mont S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 11, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 189.488.

—
Extrait des résolutions de l'associé unique de la société, prises en date du 11 décembre 2015

Le siège social d'Allegro Group S.à r.l., associé unique de la société, est transféré du 20, Wengertswee, L-5485 Wormeldange-Haut au 11, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg avec effet au 11 décembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 19 janvier 2016.

Allegro Beau Mont S.à r.l.

Référence de publication: 2016053387/13.

(160012825) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2016.

Allegro Beau Mont S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 11, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 189.488.

—
L'adresse à renseigner pour les publications au Registre du Commerce et des Sociétés concernant M. Manuel Hauser, seul gérant de la société, est désormais son adresse professionnelle soit:

11, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 19 janvier 2015.

Allegro Beau Mont S.à r.l.

Référence de publication: 2016053388/13.

(160012825) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2016.

Allegro Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 11, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 136.148.

—
L'adresse à renseigner pour les publications au Registre du Commerce et des Sociétés concernant M. Manuel Hauser, seul actionnaire et seul gérant de la société, est désormais son adresse professionnelle soit:

11, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 19 janvier 2015.

Pour Allegro Group S.à r.l.

Référence de publication: 2016053389/13.

(160012824) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2016.

Allegro S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 11, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 136.517.

—
Extrait des résolutions de l'associé unique de la société, prises en date du 11 décembre 2015

Le siège social d'Allegro Group S.à r.l., associé unique de la société, est transféré du 20, Wengertswee, L-5485 Wormeldange-Haut au 11, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg avec effet au 11 décembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 19 janvier 2016.

Allegro S.à r.l.

Référence de publication: 2016053390/13.

(160012826) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2016.

GTB, Centre de Compétences Génie Technique du Bâtiment, Groupement d'Intérêt Economique.

Siège social: L-1347 Luxembourg, 2, Circuit de la Foire Internationale.

R.C.S. Luxembourg C 121.

—
RECTIFICATIF

Il y a lieu de rectifier comme suit la forme juridique et le Code postale de la société figurant dans l'en-tête de la publication de l'extrait des statuts de la société, à la page 132717 du Mémorial C n o 2765 du 7 octobre 2015:

au lieu de:

"Centre de Compétences Génie Technique du Bâtiment, Société à responsabilité limitée. L-1743, 2, circuit de la Foire Internationale.",

lire:

" Centre de Compétences Génie Technique du Bâtiment, Groupement d'intérêt économique. L-1347, 2, Circuit de la Foire Internationale."

Référence de publication: 2016054780/15.

Vine Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 86.562,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 195.011.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 novembre 2015.

Référence de publication: 2015186687/10.

(150207715) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2015.

Wolf Development S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 70, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 200.270.

—
AUSZUG

Die Geschäftsführung halt fest dass der Gesellschafter Bielefeld Boulevard Holding S.à r.l., seine Firmierung in Wolf Holding S.à r.l. abgeändert hat.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 17. November 2015.

Für Wolf Development S.à r.l.

Référence de publication: 2015186696/13.

(150207902) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2015.

Wolf Eschborn S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 70, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 200.267.

—
AUSZUG

Die Geschäftsführung halt fest dass der Gesellschafter Bielefeld Boulevard Holding S.à r.l., seine Firmierung in Wolf Holding S.à r.l. abgeändert hat.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 17. November 2015.

Für Wolf Eschborn S.à r.l.

Référence de publication: 2015186697/13.

(150207903) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2015.

Wolf Mannheim S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 70, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 200.272.

AUSZUG

Die Geschäftsführung halt fest dass der Gesellschafter Bielefeld Boulevard Holding S.à r.l., seine Firmierung in Wolf Holding S.à r.l. abgeändert hat.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 17. November 2015.

Für Wolf Mannheim S.à r.l.

Référence de publication: 2015186698/13.

(150207901) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2015.

Wolf Retail I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 70, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 196.548.

AUSZUG

Die Geschäftsführung halt fest dass der Gesellschafter Bielefeld Boulevard Holding S.à r.l., seine Firmierung in Wolf Holding S.à r.l. abgeändert hat.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 17. November 2015.

Für Wolf Retail I S.à r.l.

Référence de publication: 2015186699/13.

(150207905) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2015.

TouchWind Hanseatic 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 18.000,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 56, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 173.375.

Die Geschäftsanschrift der alleinigen Teilhaberin der Gesellschaft, der Gesellschaft Touchwind Hanseatic 2 Vermögensverwaltungs GmbH, eingetragen in das Handelsregister B des Amtsgerichts Hamburg unter der Nummer HRB 125662, hat sich wie folgt geändert: Klopstockstrasse 1, D-22765 Hamburg.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015185681/12.

(150207427) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2015.

TouchWind Hanseatic 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 18.000,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 56, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 173.361.

Die Geschäftsanschrift der alleinigen Teilhaberin der Gesellschaft, der Gesellschaft Touchwind Hanseatic 3 Vermögensverwaltungs GmbH, eingetragen in das Handelsregister B des Amtsgerichts Hamburg unter der Nummer HRB 125595, hat sich wie folgt geändert: Klopstockstrasse 1, D-22765 Hamburg.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015185683/12.

(150207426) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2015.

Bel Air Hotel Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 195.963.

L'associé de la Société, Bel Air Hotel Investor S.à r.l., a récemment changé d'adresse comme suit:

6d, route de Trèves

2633 Luxembourg

vers le

20, rue de la Poste

2346 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 17 novembre 2015.

Christina Horf.

Référence de publication: 2015186167/16.

(150207938) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2015.

International Financial Data Services (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 81.997.

La liste des signatures autorisées ayant pour effet d'engager la société International Financial Data Services (Luxembourg) S.A. avec siège social à Luxembourg, 47, Avenue JF Kennedy L-1855, vis-à-vis des tiers, a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Réquisition aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 Novembre 2015.

Pour International Financial Data Services (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2015186398/13.

(150208425) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2015.

KB Private S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 8A, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 167.605.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 1432 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015186433/9.

(150208572) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2015.

Keythong International Limited S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 135.965.

Par la présente je vous informe de ma démission de mon mandat d'administrateur de votre société avec effet immédiat.
Luxembourg, le 13/11/2015.

Christophe Fender.

Référence de publication: 2015186434/9.

(150207790) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2015.
